

# Différences



MAI/JUIN/JUILLET 1990 - N° 103-104-105 - 30F

E D I T O

## UNION

**O**n avait oublié ce petit mot "s'unir" et tout le champ de la vie sociale qu'il recouvre. Le voilà revenu sur la scène. Pour combien de temps ?

De la multiplication des collectifs antiracistes locaux à la poursuite de la campagne "j'y suis, j'y vote" soutenue par 180 organisations, du souhait exprimé par certains hommes politiques de voir se concrétiser un "Front républicain" pour barrer la route au Front national, à l'appel de Gilles Perrault signé dans un premier temps par 250 personnalités à celui de Dreux lancé par le MRAP (lire dossier central), de la manifestation consensuelle du 21 mai au programme de Tapie "Forum des citoyens" annoncé à la télévision, en passant par la victoire de la "candidate de la démocratie" à Villeurbanne, l'heure paraît au regroupement, au rapprochement, à une sorte de conscience troublée qu'il y a péril en la demeure.

L'"effet Carpentras" aura eu pour résultat immédiat la recherche encore brouillonne, tout azimut des moyens d'inverser la poussée lepéniste. Dans certains cas, cette recherche cache mal la fuite du débat de fond que l'on pourrait résumer en deux questions essentielles : y a-t-il des degrés dans le racisme ? Quels moyens, comment, quelles échéances pour faire reculer la reproduction du discours sur le "bouc-émissaire" ?

Ces appels à l'union ne sauraient faire oublier le fait qu'il a fallu arriver à cette profanation symboliquement frappante pour que le "sursaut" ait lieu. Ils ne sauraient non plus masquer l'impasse puisque rien n'est encore décidé pour que les "400" zones sous-développées de France, comprenant des Français comme des résidents étrangers, soient l'objet d'un traitement particulier. Si l'on ne veut pas remplacer une mystification par une autre, l'union oui, mais dans l'action clairement concertée et autour d'objectifs transparents.

Différences.

P E R V E R S I O N S R A C I S T E S

## QUE S'EST-IL PASSE A CARPENTRAS ?

Quels que soient les auteurs de la profanation, elle s'inscrit dans un contexte où le Front national joue à fond la carte de la xénophobie.

**L**a question est dans tous les esprits, lancinante. Et déjà, la piste d'énergumènes en mal de sensations macabres voile la responsabilité de l'extrême droite. Comme si ce qui s'est passé à Carpentras et depuis Carpentras n'était pas arrivé sous la pression exercée par la xénophobie organique du Front national et ses succès électoraux : tables-rondes sur l'immigration, foires, additif à la loi de 72 violemment attaqué malgré la timidité du texte adopté, divergences profondes à droite quant à la stratégie face au Front national, concessions à gauche et abandon de la perspective du droit de vote. C'est la faute aux antiracistes, sussurent certains, emboitant le pas, parfois malgré eux, à la mise en accusation du MRAP par Le Pen au lendemain du 10 mai.

### CONSCIENCE TROUBLEE

L'extrême droite a gagné une première manche : elle a réussi à se faire reconnaître comme une force politique parmi les autres et surtout à faire croire aux exclus qu'il fallait en exclure d'autres pour pouvoir enfin exister. Cette "reconnaissance" à la fois électorale, politique et médiatique mine la démocratie de l'intérieur. Les règles citoyennes du débat et de l'action s'en trouvent perverties et le succès remporté par Bernard Tapie dans son face-à-face télévisé avec Le Pen n'infirme pas cette réalité (il a bien fallu au ténor anti-FN de Marseille utiliser les armes de l'intimidation et de la menace).

Dans ce contexte, on peut se poser la question de savoir si le combat contre le racisme ne risque pas lui aussi de subir cette perversion. La question est ouverte et le MRAP fera de la problématique du racisme aujourd'hui et autour de l'identité l'objet des travaux de sa prochaine conférence nationale. En attendant, quelques repères s'imposent :

- le système de communication ne peut continuer à fonctionner selon le mauvais calcul d'une "objectivité" qui donne, selon le mot de Jean-Luc Godard, "cinq minutes pour Hitler et cinq minutes pour les juifs" ;

- le mouvement antiraciste dans sa diversité ne fera pas l'économie d'un examen critique du patrimoine de l'éthique de la solidarité et de l'égalité ;

- la nécessité d'aller au-devant de tous ceux qui se refu-

sent à vendre leur âme au fascisme rampant (avec mention spéciale à Alain Carignon pour sa fermeté à faire barrage au candidat du FN à Villeurbanne) ; - celle de tenir compte fondamentalement de tous les changements géo-politiques (à l'Est comme au Sud) qui ouvrent une ère nouvelle.

### L'APPEL DE DREUX

Dans la vie du MRAP, les "Six heures contre l'extrême droite" tenues à Dreux le 12 mai dernier et le numéro 100 de Différences répondent précisément à notre stratégie : comprendre et agir. La présence à Dreux de personnes aussi diverses que Françoise Gaspard, Salem Kacet, Claude Bourseiller ou Pierre Baudy, de même

R E N D E Z - V O U S

OCTOBRE 90 A MARS 91 :

"LE TEMPS DU MAROC".

Sur le modèle de l'"Année de l'Inde" mais à une échelle plus ample, fin septembre à mars, Paris vivra au "temps du Maroc". Au programme, chevaux français et cavaliers marocains pètaradant sur le Champs de Mars, l'Académie royale au complet se réunissant à Paris, et peut-être inauguration officielle par le roi lui-même au côté de François Mitterrand. Parrainage large de cette "opération-séduction" : de Jacques Chirac à Michel Jobert, de Jacques Attali à Edgard Pisani. C'est bien les échanges culturels, espérons que les droits de l'homme et le récent rapport d'Amnesty International (rendu public le 20 février) seront également de la fête.

que l'intervention de chercheurs et de journalistes dans Différences illustrent, y compris dans la contradiction, une quête, qui se veut exigeante et fraternelle, de vérités communes à mettre en pratique.

Chicanes et mauvais procès révèlent aussi le désarroi de leurs auteurs ou... leur ralliement. Notre devise : agir et comprendre, faire revivre, développer, valoriser, concrétiser les solidarités humaines et citoyennes.

PROCES

INCULPATIONS

Quatre responsables du Front national ont été inculpés (9 mai) d'incitation à la haine raciale à Saint-Nazaire pour avoir distribué un tract intitulé "Non à l'islamisation de St-Nazaire". Plaignants : la municipalité, le MRAP, la LDH, le CNAsti. Extrait du torchon défendu par le conseiller régional Arnaud de Périer (surnommé localement "Arnaud de Vichy") : "2009 : les Nazairiennes portent le tchador. L'alcool est interdit. Le Coran fait loi : la France est devenue une république islamique." Qui dit mieux dans le délire ?

CONDAMNATION

Alain Guionnet, directeur de la revue "Révision" a été condamné à trois mois de prison ferme par le Tribunal correctionnel de Paris (14 mai) pour les propos antisémites diffusés dans les numéros de septembre, d'octobre et de novembre 89.

ENTRAVE AU DROIT DE CULTE

Le maire RPR de Charvieu-Chavagneux (Isère), Gérard Dézempte, a été inculpé (14 mai) par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon pour "entrave à la liberté de culte et démolition de biens appartenant à autrui" (les faits remontent au 16 août dernier).

PROFANATION

Trois skinheads ont profané le cimetière catholique de Saint-Herblain (Loire-Atlantique) dans le but de jeter le discrédit sur la communauté juive. Les trois jeunes gens ont été inculpés. Un véritable arsenal d'armes blanches et d'objets néo-nazis ont été découverts à leurs domiciles.

GAGNE

Par jugement en date du 23 mai 1990, le Tribunal de Grande Instance de Paris a condamné les propriétaires du journal *Aspect de la France* à verser 30 000 F au titre de dommages et intérêts, 7 000 F au titre d'indemnités et à faire passer une publication dans ce journal au bénéfice du MRAP, pour avoir qualifié l'association de façade du parti communiste.

# LEGISLATION CONTRE LE RACISME

Depuis des années, le MRAP milite pour une application moins laxiste des articles contenus dans la loi de juillet 1972 (1). Isabelle Andrée fait le point sur le nouveau texte destiné à compléter certains dispositifs.

Après un débat houleux à l'Assemblée nationale, la proposition de loi d'origine communiste visant à "réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe" a été adoptée le 2 mai. Le texte a été voté par les seuls députés socialistes et communistes (307 voix contre 265). Cette proposition de loi vise à "compléter de manière significative" les textes existants, à savoir la loi du 1er juillet 1972 (cf. *Différences* n°94, oct.89, "L'esprit de la loi et son application"; *Différences* n°100, mars 90, "Les insuffisances de la loi"). Le texte modifie à la fois le code pénal et la loi sur la liberté de la presse de 1881 sur les points suivants :

**- Renforcement de la répression des infractions existantes.** L'auteur des délits de refus du bénéfice d'un droit par une autorité publique, de refus de fournir un bien ou un service, de discrimination à l'emploi et d'incitation à la discrimination, à la haine ou à la violence raciale pourra désormais être frappé d'inéligibilité et d'interdiction d'accès à des emplois publics (dans la loi de 1972, seules les peines d'emprisonnement et/ou les amendes étaient prévues). Cette peine d'inéligibilité est facultative et prévue pour une durée maximum de 5 ans. De plus, elle n'est pas applicable aux auteurs des délits d'injures et diffamations raciales. Le projet communiste prévoyait la privation des droits civiques (avec le retrait du droit de vote), peine refusée par M. Arpaillange sous la pression de l'opposition.

**- Création d'un nouveau délit réprimant la contestation et l'existence des crimes contre l'humanité.** Il doit permettre de lutter contre le révisionnisme et son auteur est passible d'un mois à un an de prison et d'une amende de 2 000 à 300 000 F. Après amendement, il ne peut s'agir que de crimes commis par le régime nazi au cours de la Deuxième Guerre mondiale.

**- Renforcement du rôle des associations de lutte contre le racisme et l'antisémitisme.** Jusqu'alors, seules ces associations pouvaient se constituer partie civile en cas d'infraction à caractère raciste. Désormais, toutes les associations "ayant pour objet d'assister les victimes de discrimination fondée sur leur origine nationale, ethnique raciale ou religieuse" pourront agir. Les associations antiracistes disposent également d'un droit de réponse "lorsqu'une personne ou un groupe de personnes auront été mis en cause en raison de leur origine, de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnique, une nation, une race ou une religion déterminée" dans un journal, un écrit périodique ou dans le secteur audiovisuel. Le vote de cette loi contraste fortement avec celui de la loi de 1972, adoptée à l'unanimité. Ainsi, le consensus voulu par le gouvernement pour traiter d'un problème aussi important fait défaut, ce qui fragilise cette réforme. D'ailleurs, ce texte ne vise pas à remédier aux insuffisances de la loi de 1972, mais à "compléter le dispositif existant". On peut lé-

gitimement se poser la question de l'efficacité de ce texte qui, de plus, a été sérieusement et hâtivement amendé : il n'a plus grand chose à voir avec la proposition communiste, déjà remaniée par la Commission des lois. Opération dont Le Pen est à nouveau le bénéficiaire, transformé ainsi en victime et qui puise sa force dans les incohérences du gouvernement et ses démentés stériles avec l'opposition.

Le problème fondamental posé par l'application de la loi de 72 a pour origine le laxisme des tribunaux en la matière. Ainsi, si le racisme n'est pas réprimé comme il le devrait, ce n'est pas parce que la législation est défectueuse mais parce qu'elle n'est pas appliquée. De même, le texte adopté ne sort pas la répression du racisme de la loi sur la presse, comme nous l'avons toujours préconisé. Elle continue donc d'en subir tous les inconvénients dont la courte prescription de 3 mois, et l'absence de prise en compte par la jurisprudence de la gravité des délits de type fasciste. D'ailleurs, la peine d'inéligibilité ne touche ni les directeurs de publication ni les journalistes qui auront reproduit ou rapporté des propos racistes. Ce texte ne méritait vraiment pas la polémique qu'il a soulevée. ■

Isabelle Andrée

(1) Texte intégral en affiche disponible au siège national du MRAP et auprès des comités locaux.

J E M A B O N N E

10 NUMEROS MENSUELS ET 4 SPECIAUX

NOM ..... PRENOM .....

ADRESSE .....

Je joins un chèque (1) de :

240 Frs (1 an)     160 Frs (6 mois)     260 Frs (Etranger)     290 Frs (Soutien)

150 Frs (1 an - étudiants et chômeurs)     80 Frs (6 mois - étudiants et chômeurs)

1 000 frs (Abonnement d'honneur)     150 Frs (uniquement les 4 numéros trimestriels)

(1) à l'ordre du MRAP 89 RUE OBERKAMPF 75011 PARIS

Sages Bretons

Kofi Yamgnane, d'origine togolaise, est maire de Saint-Coulits (Finistère) depuis les dernières élections municipales ; le village (354 habitants) est dirigé pour la première fois depuis 70 ans par une municipalité de gauche. Autre innovation de Kofi : la création d'un "conseil des sages", entendre "des Anciens", s'inspirant ainsi d'une tradition bien connue d'Afrique. Désormais Kofi consulte les Panthères grises du village ; cet acte lui a valu un "prix du civisme" et déjà La Roche-sur-Yon, voisine, est venue s'informer et un même conseil a été créé. A la litanie anti-immigré, Le Pen devra ajouter celle-ci : "ils valorisent vos vieux", appliquant ainsi la célèbre maxime du chercheur ivoirien Hampate Ba, "Un vieux qui disparaît, c'est une bibliothèque qui brûle".

RMI : l'insertion en panne

Sur 510 000 allocataires, seuls 130 000 ont pu signer des contrats d'insertion. Principales causes du décalage entre l'objectif de la loi et ses résultats : la diversité du profil des RMistes, la complexité de la coordination entre les services compétents, les enjeux de pouvoir entre les divers intervenants. Souvent même les associations pourtant proches du terrain ont été exclues des commissions locales. Manque un volet essentiel au dispositif : prévenir l'engrenage qui mène à la pauvreté absolue. Notamment, l'accès au logement : 30 à 50% des RMistes en sont dépourvus et se trouvent de ce fait dans l'impossibilité de se réinsérer.

Illettrisme

L'Hexagone compte la même proportion d'analphabètes qu'en 1881, avant Jules Ferry. Dans un rapport, le président du Conseil économique et social d'Ile-de-France note qu'un adulte sur cinq est illettré, ce qui signifie qu'il a appris à lire et à écrire mais en a perdu la pratique. 40% des élèves de 6ème ne comprennent pas ce qu'ils lisent et "sur les 120 000 garçons d'une classe d'âge appelée sous les drapeaux, on compte approximativement 30 000 illettrés dont 1 000 analphabètes". Pour en savoir plus sur ce fléau, lire *La France illettrée*, J.-P. Velis, Seuil.

Conseils consultatifs

Les étrangers de Vandoeuvre (Meurthe et Moselle), soit 13% des 35 000 habitants, vont désigner à l'automne 5 représentants qui constitueront une "instance de consultation" auprès du Conseil municipal (à majorité socialiste).

# FECONDITE FRANCAISE

Natalité : il n'y a pas péril en la demeure. C'est la conclusion que l'on peut tirer de la récente polémique entre spécialistes.

Le démographe Hervé le Bras a jeté un pavé dans la mare. Pour ce chercheur de l'INED (Institut National d'Etudes Démographiques), l'interprétation des données statistiques a permis de "noircir" l'état de la natalité en France et son évolution : "La France a toujours assuré son renouvellement depuis la guerre. La peur du déclin a toujours accentué la peur de l'étranger. Il n'y a pas de basse pression de la population en France, pas de raison d'être envahi. Certains démographes officiels ont entrepris la confusion [...] et se sont laissés tenter par les sirènes de la politique"

Ces propos ont soulevé une vaste polémique à l'INED, son directeur, Gérard Calot, ne partage pas du tout ce point de

vue qu'il attribue à un "dérapage". Néanmoins, il affirme lui aussi que "de toute l'Europe de l'Ouest, la France est le premier pays qui enregistre une stabilité provisoire dans la dégringolade des courbes. On peut dire maintenant que la France est le pays le moins infécond d'Europe"

G. Calot récuse la manipulation des indices dénoncée par H. Le Bras, mais il ajoute que "pour la génération des femmes nées entre 1947 et 1953, le taux de fécondité a cessé de baisser pour accuser un palier étale" (*Le Figaro*, 5/6 mai 90).

Si la polémique entre démographes échappe au grand public, on aura au moins appris qu'il n'y a pas péril en la demeure.

# HAUT CONSEIL A L'INTEGRATION

Présidé par Marceau Long et coordonné par Hubert Prévot, secrétaire général à l'Intégration, le Conseil rendra public son premier rapport à l'automne. D'ici là, cinq thèmes de réflexion :

- 1°) "assurer une meilleure connaissance de l'immigration et, en premier lieu, une transparence réelle des données détenues par les administrations";
- 2°) "affiner la définition des objectifs poursuivis par une politique d'intégration";
- 3°) "évaluer les conséquences économiques des flux migratoires et les formes illégales d'emploi et leur lien avec l'immigration clandestine";
- 4°) rechercher les améliorations éventuelles à apporter à l'organisation administrative; 5°) traiter en priorité les problèmes des foyers dans le cadre d'une réflexion globale sur le logement des immigrés.

H. Prévot avait déjà noté dans un courrier destiné au MRAP (Cf. *Différences* n°102) la communauté d'analyse avec l'association. Voilà qui est confirmé avec une communication qui note que "la présence en France de communautés étrangères ou allogènes, dont l'apport démographique, économique et culturel est précieux, pose, lorsqu'elles sont mal intégrées ou confinées dans des ghettos, de graves problèmes dont la so-

lution réside, pour une bonne part, dans une politique d'intégration appelée à se développer sur une longue période." Définition de l'intégration à la manière Haut conseil : "Cette période ne peut ignorer les problèmes des populations françaises en grande difficulté sociale, placées dans des conditions voisines. Elle ne saurait être réduite, ni à une assimilation pure et simple [...], ni à une insertion superficielle qui aboutirait à pérenniser les différences susceptibles d'entretenir des tensions sociales et des phénomènes de rejet de nature à mettre en cause la paix civile et la stabilité de notre démocratie : priorité absolue doit être donnée à la mise en œuvre d'une telle politique."

RACISME SONDE

Sondage SOFRES/Figaro (28 mars) : en décembre 88, 7,7% des Français déclaraient qu'en aucun cas ils ne voterait pour le FN. Aujourd'hui, ils ne sont plus que 64% à l'affirmer. 39% des électeurs du RPR estiment que l'opposition doit s'allier avec le FN pour battre la gauche. Ils n'étaient que 34% en décembre 88. Que pense le Figaro ? Inutile de chercher loin : les chiffres suffisent.

POUR MEMOIRE

2 avril. Jacques Médecin sur A 2: "Je ne connais pas d'israélite qui refuse un cadeau qu'on lui offre même si ce cadeau ne lui convient pas". Dans les jours qui suivent, trois de ses conseillers municipaux démissionnent. Et Juppé, sibyllin, déclare : "M. Médecin n'étant pas à jour de ses cotisations au RPR depuis 1987, une procédure d'exclusion ne s'impose pas" (5 avril). Pourtant, l'ex-membre du groupe RPR à l'Assemblée nationale (de 1981 à 1988) a été élu à la tête de la mairie de Nice en mars 89 (sic) avec l'investiture du RPR. Quelle salade !

10 avril. Karim Himi, 17 ans, est tué à Mulhouse par un homme qui a fait feu sur un groupe d'adolescents. Le meurtrier, René Marie, est inculpé d'homicide volontaire le 16 avril.

3 avril/29 mai. Tables rondes rocardiennes sur l'immigration.

13 avril. Un courrier est adressé par le maire d'Haumont, J. Wilmotte, aux associations d'immigrés leur enjoignant "de bien vouloir intervenir auprès de vos ressortissants afin d'éviter les rassemblements en centre ville".

26 avril. Message de François Mitterrand à la communauté musulmane à l'occasion de la fête (Aïd el Fitr) qui marque la fin du ramadan, rappelant que "les principes fondamentaux de la République permettent à tous ceux qui vivent sur son sol de partager, par le dialogue et le respect des différences, les grandes valeurs de solidarité, de tolérance et de fraternité."

1er mai. Invité par le maire d'Orléans, J.-P. Sueur, à célébrer le 561ème anniversaire de la libération de la ville, M. Rocard a fait le voyage dans le but de combattre la récupération du symbole-Jeanne d'Arc par "des minorités nationalistes et partisans".

POUR MEMOIRE

■ 6 mai. Rassemblement de la JOC-JOCF à la Courneuve pour un gigantesque forum intitulé "Manifestation" consacré à la formation des jeunes. Un appel aux décideurs et aux élus est lancé pour améliorer la condition et les possibilités de formation des 100 000 à 120 000 jeunes qui sortent chaque année de l'école sans diplôme.

■ 8 mai. Le "Forum pour les droits et les libertés des femmes" a lancé un appel de solidarité démocratique avec les femmes algériennes. Il y est notamment rappelé les violences et intimidations publiques dont sont victimes les femmes algériennes de la part des intégristes musulmans mais aussi les faits suivants : en Irak, depuis quelques mois, un homme peut en toute légitimité, assassiner une femme de sa famille accusée d'adultère ; en Egypte, un projet de loi veut interdire aux femmes l'exercice de la magistrature et la profession d'avocat. En Jordanie, une femme journaliste, candidate à la députation, a été l'objet d'une condamnation à mort proférée par des chefs religieux. Envoyez vos signatures à : Alliance des femmes, 5 rue de Lille, 75007. Tél. : 45 48 83 80.

■ 10 mai. 4ème réunion interministérielle de l'intégration des immigrés. A l'ordre du jour : la formation professionnelle, la ville, le travail clandestin et les reconduites à la frontière. Point concret : augmentation des moyens de la délégation interministérielle à la ville (on parle de 200 millions de FF supplémentaires).

■ 11 mai. Le Pen pour la 6ème fois à l'"Heure de vérité" (A 2). Réhabilitation en direct de Pétain "injustement accablé", antisémitisme déclaré, "les juifs ont beaucoup trop de pouvoir dans la presse comme les Bretons en ont beaucoup dans la marine et les Corses dans les douanes".

ISLAM DE FRANCE EN CONGRES

L'ACMI - Association culturelle des musulmans de l'Isère - est née à Grenoble (7 avril). Le conseil exécutif réunit 25 personnes et représente la presque totalité des associations de la région. Ayant obtenu le statut de "loi 1905" (exonération de la TVA et de l'impôt sur les sommes reçues du Dénier du culte, autorisation des collectes publiques...)

l'ACMI a dû en contrepartie renoncer à organiser une école coranique. Objet des prochaines négociations avec le Préfet : la réservation d'un jour dans les abattoirs aux bouchers revendant la

viande "hallal" ainsi que la construction d'une mosquée. Président de l'ACMI : Abdelkader Debza, militaire à la retraite.

CONGRES

Les participants aux Etats généraux des Français musulmans (Lyon, 24 et 25 mars) préparent un "congrès fondateur" au printemps 1991 à Strasbourg, a annoncé Kabtane Kamel, secrétaire général adjoint du bureau. Le conseil national provisoire réuni à Paris le 7 avril dernier souhaite ainsi "se doter des structures nécessaires [...] afin d'assurer la représentation nationale des Français musulmans.

SEGREGATION OFFICIELLE

Dans une "Adresse des maires de France au gouvernement sur l'immigration" (ouf !), les élus signataires (1) (54 au moment où nous mettons sous presse) se déclarent solidaires de la mesure prise par Laurent Wetzel (Sartrouville) de ne plus signer de certificat d'hébergement aux "touristes en provenance des pays d'émigration". La conclusion de la missive dont Louis Pauwels (le "sida mental", souvenez-vous...) et Le Figaro Magazine ont été les promoteurs, est édifiante et sonne comme un ultimatum : "Soit l'Etat règle le problème (de l'immigration NDLR) soit il nous laisse, à notre niveau, prendre les mesures qui nous paraissent convenir pour maintenir l'harmonie dans nos villes". En somme, chantage à la démagogie ou à la ségrégation. Dont acte.

(1) Les maires des villes suivantes : Aulnay-sous-Bois ; Le Mée-sur-Seine ; Fontenay-Trésigny ; Levallois-Perret ; Paris XXe ; Saint-Maur-des-Fossés ; Montfermeil ; Erment ; Limeil-Brevannes ; Carrières-sous-Poissy ; Carrières-sur-Seine ; Le Bourget ; Sèvres ; Villemomble ; Saint-Maurice ; Saintry-sur-Seine ; Chelles ; Franconville ; Villeparisis ; Suresnes ; Comberies-en-Paris ; Gonesse ; Clamart ; Egreville ; La-Celle-Saint-Cloud ; Charenton-le-Pont ; Nemours ; Torcy ; Le Vésinet ; Rambouillet ; Bry-sur-Marne ; Villepinte ; Fontenay-le-Fleury ; Houilles ; Poissy ; Buc ; Vendrest ; Dammarie-les-Lys ; Fontenay-aux-Roses ; Maisons-Laffitte ; Vanves ; Ormesson-sur-Marne ; Saint-Germain-en-Laye ; Rosny-sous-Bois ; Provins ; Saint-Rémy-de-la-Vanne ; L'Isles-Adam ; Andresy ; Noisy-le-Grand ; Issy-les-Moulineaux ; Draveil ; Bougival ; Saint-Mandé ; Sartrouville.

INFO S - SERVICE

■ ALLO...B.I.P. BIP, ça veut dire : Bangladesh, Inde, Pakistan. L'association BIP, créée depuis quelques mois, a pour vocation l'accueil, l'orientation et l'insertion des ressortissants du sous-continent indien. La spécificité de BIP réside notamment de fait que ses animateurs accueillent les personnes dans leur propre langue. Entre autres précieux services, BIP assure l'interpréteur par téléphone (hindi et urdou) et par déplacement, donne des cours de français, traduit tous documents, informe, explique et soutient toutes sortes de démarches ad-

ministratives (demande d'asile politique, de naturalisations, regroupement familial, inscription à l'école, orientations vers les services et associations compétents, etc). Pour tout contact : BIP, 47 rue d'Hauteville, Paris. Tél. : 48 00 09 67.

■ Une ONG "Intermed-Assistance" tout récemment fondée à l'initiative de médecins d'origine maghrébine (dont Nacer Kettane de Radio-Beur) se fixe comme tâche de "défendre et promouvoir le droit à la santé pour tous. Adresse : BP 28 75010 Paris Cédex. Tél. : 42 39 28 88.

Calcul

Dans Le Figaro : "Les étrangers reçoivent plus qu'ils ne cotisent pour les allocations familiales, le chômage et le RMI. Mais c'est l'inverse pour les assurances maladie et vieillesse". La vérité finit toujours par triompher.

Révocation

Les quatre policiers membres d'organisations d'extrême droite (FPIP et PNFE), inculpés dans les attentats contre les foyers SONACOTRA de la Côte d'Azur (1988) et le mensuel Globe ont été révoqués sur ordre du ministre de l'Intérieur. Cette mesure avait été demandée par le Conseil de discipline de la police nationale.

Réfugiés

Projet de loi sur le traitement des demandes d'asile présenté par Edwige Alice (ministre délégué aux affaires étrangères) approuvé par le conseil des ministres (4 avril). Au sommaire : développement de l'activité de l'OFPRA en élargissant notamment le recrutement des membres de la commission avec pour effet la tenue de 80 séances à partir de mi-90 au lieu de 16 séances en 1989.

Un musée de l'immigration

Contrairement à d'autres pays comme l'Allemagne, l'Italie ou les Etats-Unis, il n'existe pas en France de lieu de mémoire de l'immigration. Gérard Noiriel (sociologue) et Zaïr Kedadouché ont pris rendez-vous avec Hubert Prévot (secrétaire général à l'Intégration) pour lui faire part de leur projet de conception d'un tel musée.

Agriculture

La Lettre de Solagr (mensuel des solidarités agricoles et alimentaires) a mené une enquête qui fait ressortir que la main-d'œuvre étrangère, y compris clandestine, répond aux exigences du travail saisonnier, précaire et pénible. Un maire provençal s'est même fait interpellé par ses électeurs agriculteurs pour garder leurs employés.

L'affaire Jenny

130 nostalgiques du IIIe Reich ont choisi (22 avril dernier) la brasserie "Chez Jenny" pour y célébrer le 100e anniversaire de la naissance d'Hitler au nom du groupuscule "Notre Europe". Le gérant avait alors précisé que son établissement avait été "piégé contre sa volonté" et que la direction avait décidé en conséquence de verser "l'intégralité des sommes reçues, soit 11 050 francs, à l'UNICEF". Le "piège" s'est-il définitivement refermé sur les piégeurs ?

Quand on a 4 millions de lecteurs a-t-on besoin de faire de la pub?

Osons le dire : non. Surtout que ces 4 millions de lecteurs font de FRANCE LOISIRS le premier club de livres au monde. Le succès de notre club, c'est le succès d'une formule : un magazine trimestriel avec plus de 400 titres choisis pour leurs qualités littéraires et proposés aux prix « Club ». Chacun de nos membres fait tranquillement son choix de livres chez lui, en famille. Il peut les acheter dans l'une des 182 boutiques FRANCE LOISIRS ou les recevoir par la poste, à domicile. Aussi, plutôt que de faire de la pub, préférons-nous remercier nos lecteurs de leur choix et de leur fidélité.



LE CLUB OU IL FAIT BON LIRE

Si vous ne nous connaissez pas, écrivez-nous : 75759 Paris Cedex 15 Découvrez FRANCE LOISIRS dans nos boutiques

LES PIEDS SENSIBLES c'est l'affaire de **SULLY**

Confort, élégance, qualité, des chaussures faites pour marcher

85 rue de Sèvres  
5 rue du Louvre  
53 bd de Strasbourg  
81 rue St-Lazare

Du 34 au 43 féminin,  
du 38 au 48 masculin, six largeurs

CATALOGUE GRATUIT :  
SULLY, 85 rue de Sèvres, Paris 6<sup>e</sup>  
5 % sur présentation de cette annonce

**MARCY**

**PRET A PORTER**

129, rue d'Aboukir  
75002 Paris - Tél. : 42.36.66.89

Différences

89, rue Oberkampf  
75543 Paris Cédex 11  
Tél. : 48 06 88 00

Directeur de la publication  
Albert Lévy

Rédaction en chef  
René François  
Chérifa Benabdessadok

Administration/gestion  
Marie-Odile Leuenberger

Publicité  
au journal

Abonnements  
Isabel de Oliveira

Chargée de communication  
Méline Gazzi

Maquette (P.A.O.)  
LA GRAF  
Tél. : 48 51 60 18

Impression  
Montigeon Tél. 33 83 80 22

Commission paritaire  
n° 63634  
ISSN 0247-9095  
Dépôt légal 1989-12

**GALERIE**

**ARIEL**

140, boulevard Haussmann - 75008 Paris  
Tél. (1) 45.62.13.09

## E N B R E F

■ **DIASPORA.** Réunis fin avril à Tunis, des centaines d'hommes d'affaire de la diaspora palestinienne à travers le monde ont créé l'Institut de développement et de crédit palestiniens. Ils entendent ainsi aider au développement de projets économiques utiles dans les territoires occupés par Israël.

■ **CHINE.** Les autorités chinoises ont annoncé la mort de 22 personnes dans la région de Baren. Peuplée de kirghizes musulmans, cette région est agitée de mouvements autonomistes durement réprimés par Pékin.

■ **NUL N'EN VEUT.** Les Roms roumains accueillis en France après avoir fuit le régime de Ceaucescu ont-ils une place quelque part ? En tout cas, personne n'en veut et depuis plusieurs mois, ils sont enfermés dans le cercle vicieux de l'attente et du rejet. De Seine-Maritime en Mayenne, de Mayenne en Manche, nul n'en veut.

■ **NEW YORK EN HAINES.** La violence guette cette ville des Etats-Unis administrée par David Dinkins, le maire noir. Replis communautaires et incidents violents se développent entre les populations noire, blanche et asiatique sur fond de misère sociale et concurrence économique.

■ **RETOUR.** Teddy Kollek, maire de Jérusalem, a renvoyé à Jacques Médecin les cadeaux (une cravate, un livre de cuisine et une écharpe) que celui-ci lui avait offerts lors d'un congrès.

■ **MASSACRE.** Au Liberia, une guérilla tente actuellement de renverser le gouvernement de John Doe. Les rebelles avancent vers la capitale et le gouvernement encore en place résiste. Une fois encore, à l'ombre d'un éventuel changement politique, des comptes inter-ethniques se règlent et la population paie l'addition. Faute de s'affronter directement, les uns et les autres pourchassent tout ce qui leur semble appartenir à l'"autre". Les correspondants de presse font déjà état de milliers de victimes.

## LE DERNIER KILOMETRE

Le 2 février dernier, l'ANC était enfin légalisée en Afrique du Sud. Le 11, Nelson Mandela, le plus ancien prisonnier politique du monde, sortait de prison après 27 années de détention.

La fin de l'apartheid", assuraient beaucoup. "Le début d'une nouvelle étape" répondaient les militants anti-apartheid. Et quatre mois plus tard, les faits leur donnent raison. Le régime s'est assoupli, des militants ont été libérés, l'apartheid mesquin périlite mais les piliers restent en place. Pas de liberté de résidence ou de déplacement, maintien des groupes raciaux, pas de droits politiques reconnus à la majorité noire. L'apartheid n'a subi qu'un lifting.

L'armée intervient toujours dans les townships (notamment début avril), le gouvernement laisse faire les milices néo-nazis, comme à Welkom (le 22 mai) où l'on a relevé au moins sept morts. Il continue de laisser l'Inkhata de Buthelezi faire régner la terreur au Natal où des centaines de personnes ont été tuées par les "impies", milices qui agissent avec la complicité des forces armées de Pretoria. L'Inkhata a d'ailleurs annoncé qu'elle allait se transformer en parti politique et parle déjà ouvertement d'alliance politique avec le Parti National au pouvoir.

Comment s'étonner alors de la persistance de Nelson Mandela, partout, à affirmer la nécessité du maintien des sanctions économiques contre l'apartheid ? Ce fut le cas lors du concert de Wembley, le 17 avril dernier. Il est vrai que Mme Thatcher est, en Europe, le fer de lance de ceux qui veulent re-

prendre au plus vite les affaires avec l'Afrique du Sud.

Le dialogue ANC-gouvernement continue pourtant, des pas sont faits, lentement mais le régime d'apartheid ne lâche rien d'essentiel. A Soweto, Lusaka, Gaborone, Londres, Alger, Paris, Nelson Mandela s'est fait l'ambassadeur de la lutte qui continue : "Maintenez les sanctions !" Car la visite de De Klerk à Paris montre combien il a faut être vigilant et combien le président sud-africain a compris que beaucoup se jouait là. Avant même de se rendre à l'Élysée, il assistait à un dîner organisé par J.-P. Desgeorges, PDG d'Alstom, et réunissant de nombreux banquiers et industriels français de premier plan. Déjà St-Gobain a conclu un accord avec le Plate-Glass Group sud-africain et la BNP envisage de céder une partie de la BIAO à une banque sud-africaine. Du 16 au 24 juin, des délégations de patrons et industriels français seront en Afrique du Sud. Leurs carnets de rendez-vous sont pleins. Or "aucune des exigences posées par l'ANC n'a été satisfaite" explique Nelson Mandela.

Et c'est "grâce aux sanctions que la politique du gouvernement sud-africain a changé". "Si les sanctions étaient levées, cela équivaldrait à poignarder la lutte de libération dans le dos." Autant dire que le sommet européen des 25 et 26 juin prochains qui se prononcera sur le maintien ou non des sanc-

tions économiques contre Pretoria est crucial.

Reçu par François Mitterand, honoré au Parvis des Droits de l'Homme, avec cent violons pour jouer l'hymne de l'ANC, c'est un bel hommage que la République a rendu le 7 juin à Nelson Mandela. Mais le dirigeant de l'ANC n'entendait visiblement pas se laisser momifier par les honneurs. Il a rappelé la nécessité des sanctions, le fait que rien n'était réglé et que le dernier kilomètre, le plus dur, devait aussi être couru. Le même jour, à Soweto, la police perquisitionnait son domicile, sans mandat. Honoré à Paris, Mandela reste à Soweto un nègre sans droit. Ce dernier kilomètre sera long, mais nous serons beaucoup à le courir.

## BILAN ONUSIEN

L'ONU a classé 130 pays, sur la base d'un indice de "développement humain" prenant en compte l'espérance de vie, l'éducation ou encore l'accès des hommes aux ressources. Un indice composite, peut-être discutable, mais qui a l'avantage de ne plus réduire le "développement" au poids du produit national brut.

Les résultats sont apparemment meilleurs avec ce nouvel indice : l'espérance de vie est passée, au Sud, de 46 à 62 ans en moins de trente années et la mortalité infantile a diminué de 50%. Le rapport de l'ONU souligne cependant que les dernières années ont été dramatiques, que la malnutrition a progressé dans treize pays d'Afrique et d'Amérique et que les pays en voie de développement consacrent chaque année 200 milliards de dollars au service d'une dette qui dépasse les 1 300 milliards de dollars.

L'espérance de vie dans le Sud est de douze ans plus faible qu'au Nord. Un sixième des habitants du Sud souffre de la faim, 900 millions d'adultes y sont illettrés. Plus d'un milliard et demi d'hommes n'ont toujours pas accès à une source d'eau potable, autant n'ont pas accès aux services de santé primaires et 14 millions d'enfants meurent chaque année avant d'atteindre leur cinq ans.

Nouvel indice ou pas, les cinq pays les plus pauvres sont le Niger, le Mali, le Burkina Faso, le Sierra Leone et le Tchad. Les cinq plus riches : le Canada, les Pays-Bas, la Suisse, la Suède et le Japon. Il n'y a pas de hasard.

## AFRICAINS EN ITALIE

Plusieurs agressions, très violentes, ont, ces derniers mois, révélé la montée d'un racisme anti-africain en Italie. Les récentes élections administratives ont ainsi vu divers candidats "régionalistes" (en particulier en Lombardie) utiliser largement la xénophobie.

Il y a pourtant moins d'un million d'immigrés en Italie, mais cela n'empêche pas que certains groupes leur fassent porter la responsabilité de tout ce qui ne va pas en Italie. Là-bas comme en France, le bouc émissaire semble tout désigné. La mafia est entrée dans la danse en fusillant quatre Tanzaniens accusés par elle de lui faire de la concurrence déloyale. Un acte qui n'est sans doute pas pour déplaire à la "brigade Goebbels", au "bataillon Ludwig" et autres "Front national pour la renaissance de l'Italie" et "Front italien de libération de l'immigration nègre, juive et tzigane".

Des groupuscules nazis, passant de plus en plus souvent aux actes, mènent des campagnes de propagande sur le thème de "vive l'Italie uniraciale, pure et libre", affirmant que "le nègre qui arrive aujourd'hui violera ta femme demain". Première réaction du gouvernement : visas obligatoires pour tous les pays "à risque d'immigration clandestine ou de trafic de drogue". Le début de l'engrenage...

## ALGERIE

Les islamistes du FIS ont remporté, en Algérie, les élections locales du 12 juin dernier. Un succès d'ampleur qui leur confie la grande majorité des municipalités et willayas du pays. Ces élections et leurs conséquences sont l'affaire des Algériens d'abord, et il n'y a pas, a priori, de quoi en faire une affaire d'Etat française. C'est du moins l'opinion partagée par Roland Dumas, François Mitterand, et quelques autres. Reste l'innétable Le Pen pour affirmer que "la victoire du Front Islamique fait craindre qu'elle ne provoque par son ampleur des conséquences pour notre pays. On parle de la possibilité de millions de personnes qui se croiraient obligées de quitter leur pays pour gagner l'Europe et la France en particulier". Le Pen, parlant de l'Algérie, est un expert.

## ANNONCE

LOGEMENT : Collaboratrice du MRAP cherche un appartement de type F2 dans le quartier (11<sup>e</sup> arr.). Demander Lysiane au siège.

## LA FIN DES CACIQUES

Est-ce le début de la fin pour le néo-colonialisme direct établi sur les ex-territoires français d'Afrique ?

Les grèves, les émeutes, les manifestations du Gabon et de Côte d'Ivoire peuvent le laisser espérer, mais la puissance française n'entend visiblement pas perdre le contrôle de la situation. La politique africaine a toujours fait partie du domaine réservé présidentiel. Les dirigeants en place ont toujours été nommés avec l'accord de Paris. Des Français, militaires ou pas, ont toujours joué un rôle de premier plan (si ce n'est le premier) dans les régimes des ex-colonies. Car les intérêts stratégiques et économiques sont énormes. Le pétrole gabonais n'est pas sans poids dans les décisions françaises. On assiste alors au spectacle d'un pays (la France), auto-proclamé porteur des valeurs universelles de paix et des droits de l'homme et intervenant militairement pour soutenir un régime fidèle mais vacillant.

Le peuple gabonais doit sa situation à Bongo, mais aussi à *Elf* et au gouverne-

ment français : pas de démocratie dans les affaires de gros sous. Il en va de même en Côte d'Ivoire où le groupe français *Sucres et Denrées* fait quasiment la pluie et le beau temps. Le consensus est tel en France qu'on a vu un ex-premier ministre (Jacques Chirac) expliquer, en substance, que le multipartisme n'était pas, en Afrique, une solution ! Ces Africains, n'est-ce pas...

A continuer ainsi, c'est tout l'avenir des relations franco-africaines qui est en danger : là-bas, l'exploiteur et le complice, c'est la France. Le corrupteur, c'est la France. Le pouvoir et l'armée, c'est encore la France qui tient à bout de bras des régimes rejetés par les peuples. Dans *Affaires africaines*, Pierre Péan avait ouvert le dossier du néo-colonialisme et de la corruption, de la raison d'Etat et du mépris des peuples. Les chapitres qui viennent de s'écrire ne font que confirmer.

## ISRAEL : A DROITE TOUTE

Mai aura été chargé de menaces au Proche-Orient où la paix ne semble pas pour de main. Le 20 mai, un "fou extrémiste" abat au moins huit Palestiniens et l'armée ajoute quelques victimes de plus en réprimant très durement les manifestations de colère qui suivent. Loin d'affaiblir l'Intifada, la répression soude la population palestinienne dans son refus de l'occupation. Il faudra bien négocier. Le 26 mai, Yasser Arafat propose à la tribune de l'ONU, déplacée à Genève, un plan en cinq points. Il demande la désignation d'un envoyé spécial de l'ONU pour travailler au processus de paix, le déploiement d'une force d'urgence internationale dans les territoires occupés, une résolution contre la création de nouveaux centres de peuplement dans ces territoires, la réunion du Conseil de sécurité pour rassembler une conférence internationale de paix au Proche-Orient. Il affirme enfin la nécessité de sanctions semblables à celles imposées à l'Afrique du Sud.

Ces propositions, avant même d'être énoncées, avaient été rejetées, quatre jours auparavant, par Yitzhak Shamir, tout préoccupé de former son gouvernement et empêtré dans ses négociations avec les extrémistes du Likoud et les partis religieux. Présenté le 11 juin, ce gouvernement a

d'ailleurs un visage inquiétant. Il est le plus à droite de toute l'histoire israélienne et des portefeuilles importants ont été confiés à de farouches adversaires du plan de paix de l'ex-gouvernement d'union nationale. L'engrenage qui se met en place est inquiétant. Les peuples israélien et palestinien, ceux des pays voisins risquent une fois encore de payer l'addition. Et celle-ci, au fil des ans, révèle de plus en plus lourde.

## PROJET POSTHUME

C'est une vieille idée, mais il aura fallu 80 années pour la concrétiser avec la naissance de l'Institut des peuples noirs. Les efforts de William Du Bois, fondateur de la NAACP aux Etats-Unis (en 1909), ceux de Martin Luther King auront finalement été concrétisés par le Président Thomas Sankara, aujourd'hui disparu. L'IPN sera un centre de documentation collectant et mettant à disposition du public toutes données sur l'histoire, l'art et la vie des peuples noirs. Il devrait également jouer un rôle de centre de liaisons. L'IPN réunira son premier congrès en 1991, mais reste à assurer son financement et surtout à mesurer son degré d'autonomie.

## E N B R E F

■ **SCHOENHUBER, OUT !** Du rififi chez les nazillons. Les Républicains ouest-allemands viennent de destituer leur chef, l'ex-SS Schoenhuber. Les patrons de l'extrême droite allemande entendent ainsi redresser la barre : leur parti a perdu des plumes dans tous les derniers scrutins. Réaction de Schoenhuber : c'est une "clique de militants extrémistes et de racistes". C'est un orfèvre qui parle.

■ **MILLE MORTS.** On n'en parle plus dans la presse, mais les combats interchrétiens continuent sporadiquement au Liban. Ils ont fait plus de 1 000 tués ces six derniers mois.

■ **DEMON.** Du 6 au 8 mai dernier, le Congrès juif mondial s'est réuni à Berlin, 45 ans jours pour jour après l'écrasement du régime nazi. Le chancelier Helmut Kohl s'est adressé aux délégués, promettant de "combattre le démon du nationalisme".

■ **YEMENS UNIS.** Un autre mur tombe. Le 21 mai, les Yémen du Sud et du Nord ont ratifié l'unification des deux pays. La division datait de l'indépendance du pays et dix ans de contacts auront été nécessaires pour la naissance du nouveau Yémen, fort de 13 millions d'habitants.

■ **LE MAROC EXPULSÉ.** Deux femmes médecins de l'Association pour les victimes de la répression (AVRE) ont été expulsées du Maroc. Elles étaient venues enquêter sur les violations des droits de l'homme. Peu de temps avant, deux membres d'Amnesty International avaient connu le même sort. Une source diplomatique française à Marrakech a souligné que "les choses se sont passées tout à fait discrètement et [qu'] à aucun moment les deux Françaises n'ont été maltraitées". Les protestations françaises ont également été discrètes. Les tortures discrètes contre les opposants marocains continueront.

## SIX HEURES

Plus de trois cents personnes ont participé aux "Six heures contre l'extrême droite" organisées par le MRAP à Dreux le 12 mai dernier. Cette initiative, comme l'Appel lancé par le secrétaire général du mouvement (voir p. 19) portent le nom de Dreux : loin de vouloir stigmatiser négativement les Drouais, ce choix était dicté par la nécessaire reconquête du terrain social et politique travaillé par le Front national, à Dreux comme partout ailleurs. Différences reproduit ici l'ensemble des interventions qui lui sont parvenues. Dans le but de mieux connaître la réalité de Dreux (avec le beau texte de Françoise Gaspard et l'analyse de Simon Maudry), l'extrême droite française et européenne (en Grande Bretagne avec la présentation de Cathie Lloyd, qui n'a pas pu être présente à Dreux, et en France avec le très sérieux travail de Pierre Krausz), les moyens de combattre le racisme et le fascisme rampant y compris dans et par le système de communication (l'acteur Christophe Bourseiller et Pierre Bauby signent ici des interventions très instructives). Ce dossier qui vient après le numéro spécial de Différences sur l'extrême droite a une autre ambition : contribuer modestement à retisser les liens de la solidarité locale et nationale entre tous les habitants de la cité.

En ce moment, se déroule au cimetière juif de Carpentras un "rassemblement des forces antiracistes" à l'initiative de la Fédération du MRAP du Vaucluse, en présence d'un membre de la présidence nationale du Mouvement, Pierre-Marie Danquigny. L'acte barbare commis dans la nuit du 9 au 10 mai transgresse les normes de toute civilisation humaine. Des racistes ont pu dire que, pour eux, les seuls bons juifs étaient les juifs morts. Eh bien, pour les auteurs de la mise en scène sadique de Carpentras, même morts, les juifs déchaînent leur hargne et leur cruauté directement héritées du nazisme.

De toute évidence, leur forfait répugnant se veut une menace pour les vivants. Pas seulement les juifs, souignons-le. Comme l'a déclaré le grand-rabbin Joseph Sitruk, c'est "l'image de l'homme qui est atteinte". Cet événement confère à notre rencontre d'aujourd'hui une dimension et une actualité supplémentaires. Les raisons ne manquent pourtant pas, quand elle a été décidée, voici quelques mois, de réagir avec vigueur aux menées de l'extrême droite. Depuis, il s'en est ajouté chaque jour de nouvelles.

Certes, nous n'entendons, en aucun cas, proférer des accusations sans preuves. On ignore pour l'instant qui sont les criminels qui ont saccagé 34 tombeaux, exhumé et empalé un cadavre, en une expédition nocturne manifestement préméditée, dont l'exécution suppose de l'organisation et du temps. Quels qu'ils soient, nous souhaitons que l'enquête les démasque sans tarder, et que leur châtiement soit exemplaire. Cependant, on ne peut pas ne pas situer cette abomination dans le climat de haine et de violence racistes qui imprègne actuellement notre société. *Le Figaro*, qu'on ne saurait suspecter d'un acharnement outrancier contre Le Pen, concluait son éditorial d'hier par une formule que je me bornerai à citer : "Si la profanation de Carpentras a eu lieu la même nuit que les nouvelles déclarations du président du Front National contre ce qu'il appelle "le pouvoir juif", on veut bien croire que c'est une coïncidence. Mais c'est un symbole."

Isolé, face à la réprobation générale, Le Pen, selon sa technique habituelle, cherche à se dédouaner en jetant l'opprobre sur ce qu'il nomme le "lobby juif" ou le "lobby de l'immigration". Il va jusqu'à prétendre que le "coup de Carpentras", comme il dit, serait une opération fomentée contre lui par le MRAP, en liaison, bien

## LE SOMMEIL DE LA RAISON

entendu, avec le parti communiste et le KGB. Ce n'est pas la première fois que nous sommes l'objet d'un tel amalgame. Le Pen devrait se souvenir de la condamnation infligée par la cour d'appel de Nîmes à son ami Charles de Chambrun, pour avoir tenu des propos de même acabit. Les mots attisant les passions aveugles, sont lourds, hélas ! de comportements agressifs bien concrets. On en voit les effets notoires dans les exactions racistes de toutes sortes qui se multiplient d'année en année. Si les attaques odieuses lancées contre le MRAP entraînaient, elles aussi, des conséquences néfastes, Le Pen et les siens en porteraient indéniablement la responsabilité.

La situation présente se caractérise par un double mouvement que tout observateur est à même de constater. Au fur et à mesure que monte l'influence du Front National, le pays s'enfoncé dans l'abjection. Nous ne disons pas que la France est raciste. Mais les difficultés quotidiennes que connaissent nombre de Français – le chômage, la mal-vie des cités ghettos, les échecs scolaires, l'angoisse de l'avenir, le désarroi devant un monde aux repères bousculés, à quoi s'ajoutent les confusions et les dérives de la politique – tout cela les rend vulnérables à la démagogie qui masque la nature et les causes de ces difficultés. C'est ainsi qu'ils sont tentés de s'en prendre aux boucs émissaires qu'on leur désigne. Ils peuvent être détrompés, ils peuvent comprendre que la mystification raciste les détourne d'une conduite lucide pour la défense de leurs propres intérêts. Ils peuvent prendre conscience que, derrière le racisme se profile déjà le fascisme, dont ils ne veulent pas.

Ces derniers jours, nous avons franchi en accéléré de nouvelles étapes dans la promotion du Front national. Pour la sixième fois, une grande émission appelée par antiphrase "L'Heure de Vérité" a été offerte par une chaîne publique au chef de l'extrême droite. Il a pu diffuser les slogans bien connus de l'antisémitisme, faire l'éloge de Pétain et de la collaboration, présenter l'immigration comme un mal "à éliminer". Le respon-

sable de cette émission, pour se justifier, attribuait à Le Pen le mérite de "poser le problème de l'immigration" et d'obliger tout le monde à en discuter. Or, prétendre que l'immigration est un problème majeur pour la France, n'est-ce pas déjà se placer sur le terrain de la diversion et de l'exclusion ? Pendant le débat sur la nouvelle loi renforçant la répression du racisme, c'est Le Pen que plusieurs médias ont mis en vedette. A propos de cette loi que de commentaires approximatifs ou mal intentionnés n'a-t-on pas entendus !

Abondant dans le sens des récriminations lepénistes, certains ont affirmé que la liberté d'expression se trouvait menacée, qu'on ne pourrait plus parler des immigrés. Faut-il en déduire qu'ils ne conçoivent pas d'en parler autrement que d'une façon raciste ? On a prétendu que cette loi était une provocation, alors qu'elle vise précisément à contrecarrer les provocations, à la haine et à la violence. En somme, condamner le racisme reviendrait à l'encourager. Mieux vaudrait se tenir coi pour ne pas heurter ces Messieurs, si chatouilleux, de l'extrême droite.

Des hommes politiques, des journalistes, sans même examiner le texte, lui ont essentiellement reproché d'avoir été proposé par des députés communistes, ce qui était à leurs yeux un motif suffisant pour le rejeter. Ces faits rappellent de bien tristes souvenirs et témoignent d'une singulière hypocrisie. Si par malheur, les hommes du Front national parvenaient à leurs fins, les historiens se demanderaient, après coup, comment cela a été possible.

Il faudrait signaler, en tête des explications, ces fauxsemblants, cette perversion des valeurs démocratiques, les basses manœuvres électoralistes, la passivité devant le mensonge, l'affaïssement de l'esprit critique, un certain "sommeil de la raison", dont Goya nous avertit qu'il "engendre les monstres". Il serait trop tard, à ce moment-là, pour dire : "ce n'était pas ce que nous voulions".

Nous n'en sommes pas là. C'est maintenant qu'il faut se ressaisir. Si nous nous réunissons ici, ce n'est pas pour nous lamenter, pas davantage pour nous répandre en vœux pieux et en incantations.

Ces "Six heures" de débats ont pour but de regarder "l'extrême droite en face", selon le titre du n° 100 de *Différences*, en vue d'agir, pour lui faire échec.

Albert Lévy

Membre de la présidence du MRAP

Dreux est une petite ville en France. Une petite ville en France qui ressemble à beaucoup d'autres. Une petite ville française dont l'histoire comme celle de tant d'autres villes de notre pays plonge loin dans le temps, dont la population au cours des siècles s'est enrichie constamment d'apports nouveaux. Nos ancêtres les Gaulois ? Oui. Les celtes qui se sont ici installés au 5e siècle avant notre ère. Ils venaient d'ailleurs, du nord. Nos ancêtres les Romains aussi. Il semble d'ailleurs que le camp de César qui s'installa à Dreux était composé de Germains. Et puis vinrent d'autres Germains, puis les Vandales qui submergèrent la ville avant que les Francs ne l'envahissent. Destin qui n'est pas singulier. Il est celui de la France. Parler de l'identité de notre pays, c'est parler de Juifs qui depuis le premier siècle – cela fait 18 siècles ! – se sont établis à Carpentras. Qui peut aligner de tels diplômes de francité ? Et les Français que nous sommes, les Drouais que nous sommes sont le produit de cette histoire.

De façon pacifique cette fois, la ville de Dreux, depuis le début des années 1950, a vécu un traumatisme démographique. Qu'on y songe, car là réside sans doute la cause la plus profonde de ce que nous vivons aujourd'hui : en 1950, Dreux avait environ 15 000 habitants. 25 ans plus tard, en 1975, elle en comptait 33 000. Alors que bon an mal an, tout au long du 19e siècle et dans ce premier demi-siècle, il arrivait à Dreux chaque année quelques dizaines d'habitants venus de l'extérieur (on les appelait ici avec une pointe de méfiance les "accourus"). Ce sont, entre 1962 et 1968, 1 600 habitants nouveaux qui sont arrivés à Dreux... De quoi donner le tourni aux "anciens" ! Comment s'y retrouver ? Comment s'y reconnaître ? Comment faire simplement pour se connaître ? Or Dreux, depuis, n'a guère progressé démographiquement. Elle est d'abord le résultat de ces années-là où des entreprises sont allées chercher par charters entiers des bras pour faire tourner les usines. Dreux les a accueillis, plus ou moins bien, oubliant que ce n'étaient pas que des bras, mais aussi des êtres humains.

## DEFICIT SOCIAL

Dreux, ville traumatisée par sa croissance ? Encore une fois, Dreux n'est pas singulière. Des centaines d'autres villes connaissent à la même époque un bouleversement de leur population et la crise que nous traversons, qui est aussi une crise urbaine (cités construites à la va vite et sans souci de la vie des gens par exemple) est le produit de ces années-là. Ainsi de Mantes, ainsi de Trappes, ainsi d'Evreux, ainsi de Clichy-sous-bois...

Dreux ville traumatisée par l'arrivée d'une population d'origine étrangère ? On a voulu présenter Dreux comme une ville immigrée et tout expliquer, tout, je veux dire la poussée extrémiste au plan politique, par la présence d'étrangers. Qu'on cesse de désigner Dreux comme un cas ! Oyonnax, dans l'Ain, 22 800 habitants, en compte 7 600 de nationalité étrangère, soit 30% de la population. Saint-Florentin, dans l'Yonne, 6 700 habitants, 34% de résidents étrangers. Terrasson, dans la Dordogne, a moins de 6 000 habitants et une forte communauté turque. Lodève, dans l'Hérault, quelques 10 000 habitants, peu d'étrangers, mais près de 2 000 Arabes arrivés en 1962, des harkis devenus Lodevois. On pourrait ainsi égrener la France des petites villes, des villes moyennes, des ci-

**Traumatisme démographique, déqualification de la main-d'œuvre, Françoise Gaspard analyse quelques symptômes qui ont dévoyé l'image d'une ville française comme les autres.**

## DREUX, MA VILLE

tés-dortoirs construites aux portes des grandes villes ou des quartiers de Paris (la Goutte d'Or, 57% d'étrangers, le 13e arrondissement où s'est constituée la *Chinatown* de la capitale...). On découvrirait aussi que, même dans des départements où la proportion d'étrangers est globalement faible ou les grandes villes où elle est diluée (Marseille ne compte que 9% de résidents étrangers), il existe des concentrations d'immigration récente. Faut-il aussi rappeler que ces immigrants arrivés dans les années 1950 et 1960 sont venus parce que les entreprises françaises estimaient en avoir besoin ? En 1970, un journaliste du *Monde* enquêtait à Dreux (déjà). Pour la première fois, Dreux venait de faire parler d'elle dans la presse nationale à l'occasion d'un fait divers qui aurait pu être tragique. Un foyer de travailleurs, installé dans un couvent désaffecté du centre ville, venait d'être ravagé par un incendie. On découvrait à cette occasion les conditions misérables dans lesquelles des ouvriers étaient logés, parmi eux une majorité d'étrangers. Le journaliste du *Monde* interrogeait le directeur d'une grande entreprise drouaise. Voici sa réponse : "Ou bien le pays devra prévoir des structures d'accueil pour les nouveaux arrivants, ou bien, faute de personnel, mon usine devra ralentir ses activités et à son tour émigrer." C'était en juillet 1970. Au mois de décembre 1990, dans un hebdomadaire qui sort le jeudi, un chef d'entreprise de Dreux faisait à peu près la même réponse, avec encore plus de cynisme si cela est possible.

## LA POLITIQUE DU PIRE

Ce qui est vrai à Dreux l'est ailleurs. Et la déqualification de la main d'œuvre que Dreux a connue depuis un quart de siècle n'est pas non plus exceptionnelle. Celles et ceux qui, aujourd'hui, dans les quartiers de nos plateaux à Dreux – et des banlieues de centaines de villes françaises qui ont connu le même destin – souffrent des difficultés de la vie, se moquent, nous le savons, de savoir qui est responsable de quoi. Ce qu'ils veulent, c'est vivre mieux. Or sur ce point, Dreux présente peut-être une singularité. Parmi les quelques 400 quartiers que le gouvernement a identifiés comme relevant de mesures d'urgence, il y a tous les quartiers des plateaux de Dreux. Or ici, je n'y insisterai pas mais cela mérite d'être relevé, nous sommes dans une ville où en 1983 la droite s'est alliée au Front national. Celui-ci a exercé des responsabilités dans le domaine de l'action culturelle, de l'action sociale, de la jeunesse. par complaisance ou complicité avec l'extrême-droite, le maire de Dreux a été l'un des seuls en France qui a refusé de créer – jusqu'à il y a quelques semaines – un Conseil de Prévention de la délinquance. Alors que Dreux a été l'une des premières villes inscrites comme prioritaire dans le cadre du développement

social des quartiers en 1982, le maire, en 1983, a cessé de faire fonctionner la commission rassemblant locales, associations, administrations, élus. Tout s'est passé et se passe encore comme si les élus de Dreux jouaient la politique du pire, laissaient filer la délinquance, laissaient se développer le mal de vivre, comptaient sur l'exaspération pour attiser les tensions. Et cela a porté, en décembre 1989, des fruits amers. Et plutôt que d'apaiser, de dialoguer, de rassembler, on a

vu ces jours derniers un élu, celui qui devrait avoir le plus à cœur de veiller à la tolérance, puisqu'il est chargé des écoles, dénoncer la presse parce qu'elle n'aurait pas signalé que des agresseurs d'un commerçant seraient des Arabes...

Nous voilà au cœur du problème que nous vivons à Dreux, comme dans d'autres villes, comme au plan national. Il faut toujours tenter de revenir aux choses les plus simples. Et c'est la simplicité qui est la plus difficile à exprimer quand on refuse la démagogie. Une personne ne saurait être désignée à travers sa religion, la couleur de sa peau, son origine. Un délinquant est un délinquant. Au regard de la loi, il n'y a pas de délinquant blanc, de délinquant noir, de délinquant catholique, musulman ou juif, de délinquant breton, auvergnat ou beauceron. Il y a un délinquant. Et il doit être jugé pour le délit qu'il a commis. Et puni pour ce délit. Et ceux qui désignent ici telle ou telle "communauté" (j'ai lu avec effroi dans la presse locale que les enfants de harkis seraient particulièrement délinquants) doivent faire attention à ce qu'ils disent. La République – cela fut un immense progrès pour l'humanité toute entière – ne connaît que des personnes. Parler là de "lobby juif", ici de "délinquance harki" ou "maghrébine" c'est, par la parole, autoriser tous les dérapages dans les actes.

## SOLIDAIRES

Pour conclure, je voudrais m'adresser aux Drouais d'abord. Cette réunion organisée par le MRAP a suscité des débats dans la ville. Je suis de celle que cette réunion a mis mal à l'aise parce que je suis une "vieille drouaise", malheureuse de voir Dreux désignée comme un contre-symbole, gênée qu'on parle de cette ville. J'ai cru pourtant de mon devoir de m'exprimer ici. Par solidarité viscérale avec tous ceux qui luttent pour la paix et la fraternité. Parce qu'aussi je me suis toujours sentie solidaire de l'action du MRAP comme je le suis de toutes les organisations qui se battent contre le racisme et l'antisémitisme. Et les attaques de style néo-nazi contre le MRAP entendue hier me conforte dans ma volonté d'être au côté de ses militants et des leurs.

Ce que je voudrais dire aux Drouais, à ceux qui protestent contre cette réunion, c'est que les militants du MRAP seront les premiers à être à leur côté s'ils sont un jour victime de l'injustice et de la discrimination. Ce que je voudrais dire aux Drouais, à ceux qui en ont ras-le-bol de la galère, du chômage, des fins de mois difficiles, des immeubles mal insonorisés, mal entretenus, c'est que leur révolte est légitime mais que l'histoire est là pour montrer que la solution à leurs problèmes ne réside pas dans l'extrémisme qui manie la démagogie mais dans l'organisation, le dialogue, la démocratie.

Françoise Gaspard

## CONTRE L'EXTREME DROITE

## LES ORPHELINS DE VICHY

Dans une société de plus en plus soumise au bombardement infini et monotone des images de télévision, la mémoire culturelle des Français disparaît peu à peu, comme happée par le trou noir de l'oubli. Il ne faut donc pas s'étonner aujourd'hui si le discours de la France est monopolisé par des orphelins de Vichy, qui ont naturellement tout intérêt à effacer le passé pour mieux le recommencer, pour le cas, heureusement très improbable, où ils accèderaient au pouvoir. [...]

Aujourd'hui, le musulman, l'ennemi, sera demain le juif, puis le protestant et on en arrivera lentement et sûrement à partager les "thèses" de *Mein Kampf* sur la lutte pour la pureté de la race. Au reste, en invitant à Lyon, capitale martyre de la Résistance, l'ancien SS Schönhuber, le Front national a montré avec une impudence rare le cas qu'il fait de ceux qui sont morts en luttant contre le nazisme, c'est-à-dire, pour la liberté et les droits de l'homme. Le même Schönhuber, qui paradait du reste à la tribune du Front national à Nice. [...]

Notre langue, l'âme de notre culture, n'a jamais été l'apanage des seuls Français. Ainsi, la première encyclopédie rédigée directement en langue vulgaire - et non en latin - fut écrite "selon le langage des Français" par un exilé toscan : Brunetto Latini. Ainsi encore, le *Livre des merveilles du monde*, chef-d'œuvre immortel dicté par Marco Polo de Venise, fut-il écrit par Rustichello de Pise... en français ! Aujourd'hui, Eugène Ionesco, Samuel Beckett, Nadia Tuéni ou Milan Kundera figurent parmi les meilleurs artistes de notre langue. La culture française n'est pas la propriété des soi-disant "Français de souche" : elle ne dépend d'aucune "hérédité".

Michel Noir  
extraits d'un article paru dans  
*Le Monde*, 6.4.90.

## ITINERAIRE DE LA MONTEE DU FRONT NATIONAL

**Il faut analyser dans le détail et avec précision les raisons économiques, sociales, psychologiques et politiques qui font le lit du FN. A Dreux, plusieurs facteurs se sont conjugués qui explicitent le pourquoi du score de M.-F. Stirbois aux dernières élections législatives. Topographie des lieux.**

Aujourd'hui, les conséquences de l'élection d'un député du Front national sont inscrites dans la vie quotidienne locale. La tendance au repli sur soi des différentes communautés qui habitent Dreux est manifeste et, d'autres intervenants le diront, la jeunesse de Dreux, composée d'une part importante d'enfants de résidents étrangers, ne donne pas cher de son avenir. La première élection d'un candidat du FN à Dreux date de 1983. Jean-Pierre Stirbois devenait conseiller municipal puis adjoint au maire de Dreux. Nous pouvons déjà faire un bilan : qu'a apporté de positif à la cité ce nouveau venu ?

Mon propos sera limité à la progression électorale des candidats du FN, quasiment présents à chaque élection depuis le scrutin des législatives de 1978. En observant cette avancée du FN de scrutin en scrutin, je vous propose de faire deux constats. La progression électorale du FN s'est révélée à l'occasion de deux élections partielles qui ont mis Dreux, en septembre 1983 et en novembre 1989, à la une de l'actualité nationale. Rôle amplificateur des médias certes, mais aussi travail préalable tous azimuts de Stirbois, en direction des gens en difficulté comme en direction des notables de la droite classique. C'est le représentant local du RPR, René-Jean Fontanille qui, à l'occasion de l'élection cantonale de 1982, a donné au grand jour à Stirbois les gages de respectabilité qu'il recherchait alors.

## DU PROJET AU PROCES

On a dit que Dreux avait été la "case départ" du FN. Cet "effet Dreux" se vérifie à trois points de vue : 1°) La progression électorale du FN affecte tous les quartiers de Dreux, dont la composition socio-professionnelle est pourtant contrastée. 2°) Les localités proches et, plus loin, la campagne profonde de la circonscription ont un comportement électoral de plus en plus ressemblant à Dreux-ville. 3°) Les sondages de décembre 1989, publiés par *Libération* et *Le Figaro* confirment que c'est la peur des immigrés qui est la première motivation du vote FN.

La montée du FN sur la ville de Dreux fait apparaître d'emblée deux chocs (voir graphique n°1), deux avancées spectaculaires qui, d'emblée, paraissent liées au caractère de ces scrutins, des élections partielles observées minutieusement par les grands médias nationaux. Le deuxième élément de comparaison entre les partielles de septembre 1983 et celles de novembre-décembre 1989, c'est qu'elles interviennent après une série de consultations : la 5ème en deux

ans en 1983, la 9ème en deux ans et demi en 1989 ; l'électeur mécontent se donne pour cet énième coup l'occasion de "faire gros", une sorte de smash après plusieurs échanges de volée. Mais là s'arrête, de mon point de vue, la ressemblance entre les chocs de 1983 et 1989.

Le premier choc s'est déroulé dans le contexte d'une bipolarisation politique exacerbée, alors que la crise économique s'aggrave. De plus, les effets pervers d'une croissance forte et mal maîtrisée de l'agglomération drouaise ont joué à retardement. En 1983, la droite assume son rôle d'opposition, après la victoire de François Mitterrand et l'avènement d'une majorité socialiste à l'Assemblée nationale. Contrairement à ses habitudes, la droite entend donner un caractère politique aux élections municipales, afin de montrer que la gauche redevient minoritaire dans le pays.

A Dreux, Françoise Gaspard occupe la mairie depuis 1977. Elle a voulu donner à ses grands choix politiques sur la ville, que cela soit en matière d'urbanisme ou d'animation de la démocratie locale, en particulier par le développement de la vie associative, un caractère exemplaire. Le journal *L'Express* teste les réalisations de 43 villes de plus de 30 000 habitants pendant la campagne des municipales, à la fin de l'hiver 1983. La municipalité d'union de la gauche se classe honorablement 6ème sur 43, remportant la palme dans sa politique associative et classée 2ème en ce qui concerne la création de crèches et les réhabilitations de logements sociaux.

Mais ce n'est pas sur le terrain du bilan que l'opposition tente de conquérir la mairie. Dès le 1er tour, la tête de liste RPR accueille dans son équipe 9 membres du Front national, comptant sur l'ardeur militante de son allié Stirbois pour mettre la municipalité sortante en échec.

Février et mars 1983 correspondent à un point culminant dans l'abject. Stirbois mène en fait une politique autonome faite de grossières attaques personnelles, il alimente les rumeurs par le porte-à-porte et par des distributions de tracts à forte connotation raciste. Par exemple, ce tract associant sur une face des silhouettes noires et des signes d'écriture arabes, avec en légende : "Gaspard veut nous faire voter, Gaspard nous protège lorsque nous commettons des délits. Vive Françoise Gaspard !". Au verso, de quoi alimenter d'autres fantasmes : le montant des allocations familiales versées aux travailleurs étrangers en fonction du nombre d'enfants. Le dirigeant RPR abonde dans le même sens : "Françoise Gaspard à la mairie, c'est 4 immigrés par jour en plus". Ainsi le débat des municipales échappe à la gauche, qui comptait sur une confrontation de projet à projet.

On sait que la liste d'union de la gauche ne gagna au 2ème tour qu'avec 8 voix d'avance, que Françoise Gaspard, par souci d'apaisement, se retira de la mairie au bénéfice d'un patron socialiste qui, compte-tenu de son opiniâtreté souriante, avait les moyens de rassembler les Drouais, avec son profil d'homme sincère et conciliant.

Par suite du faible écart de voix et de quelques suffrages litigieux, le scrutin est annulé et de nouvelles élections ont lieu en septembre. Cette fois, le FN part

seul, en cumulant deux avantages : la possibilité de mesurer son audience et la promesse d'être accueilli sur la liste de Jean Hieaux au 12ème tour. Jean Hieaux, ancien adjoint de Jean Cauchon, à la tête d'une municipalité de centre et de droite, aurait souhaité, comme le nouveau maire Marcel Piquet, que la nouvelle campagne se limitât à une compétition locale. Ironie du sort, les médias font des municipales de Dreux un test national. Il semble que, depuis, Jean Hieaux n'ait pas les journalistes parisiens en odeur de sainteté.

## UNE VILLE OUVRIERE

S'il fallait rappeler ces événements, la victoire de l'alliance droite classique-FN doit être replacée dans son contexte de crise économique.

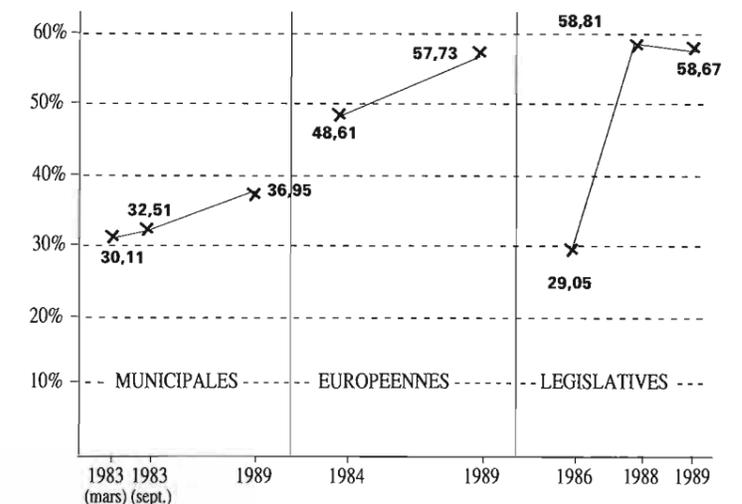
Dreux est une ville ouvrière, les ouvriers représentent la moitié de la population active. Or cette population est confrontée à un taux de chômage de 7% en 1980 et de 10% en octobre 1983, taux le plus élevé de la région Centre. La période des deux campagnes municipales a été marquée par une baisse énorme des offres d'emploi (une diminution de 40% d'octobre 1982 à octobre 1983). En outre, l'emploi est de plus en plus précaire : en 1982, 6 embauches sur 10 sont temporaires. Et Stirbois assène à tous son argument-massue "deux millions d'immigrés, c'est deux millions de chômeurs, il faut inverser le courant de l'immigration". Le troisième phénomène qui peut expliquer la montée du FN en 1983 est le renforcement de la ségrégation sociale dans les quartiers. Des changements de résidence sans précédent ont eu lieu au cours de la période 1975-1982 : au terme de ces 7 ans, 60,5 % de la population drouaise habitent un autre logement, les nouveaux venus certes, mais aussi d'anciens Drouais qui s'installent dans les nouveaux immeubles du quartier des Bâtes, ou dans des pavillons individuels. Dès lors, les logements construits à la va-vite et déjà en voie de dégradation, comme les petites tours des Chamards, ne conservent que leurs résidents les plus pauvres, en particulier les résidents étrangers. Ceux-ci, venus à la faveur de l'offre des entreprises au cours des années 60, représentent en 1982 21% de la population drouaise.

Le décollage du FN lors des législatives partielles de novembre 1989 (49% des voix à Dreux) est impressionnant. D'autant que la progression de 1983 aux municipales de 1989, pour inquiétante qu'elle fût, avait été plus mesurée. On ne s'attardera pas sur le profil plus engageant de Marie-France Stirbois, que l'on voit toute simple faire la causette sur les marchés. Le martèlement du thème anti-immigré demeure aussi fort que jamais mais il se banalise tandis que les appareils politiques traditionnels paraissent répulsifs et que l'abstention progresse.

## ACCUSATION ET VISIBILITE

En 1989, le fléau du chômage ne suffit pas à expliquer la nouvelle progression du FN : de nouvelles préoccupations apparaissent. Si le chômage demeure important, il s'élève à 10% de la population active - à peu près la moyenne nationale - si le transfert de Nomel employant plus de 400 personnes entraîne une nouvelle dégradation de l'emploi industriel local, l'atten-

Fig. 1 : LA PROGRESSION DES ABSTENTIONS PAR TYPE DE SCRUTINS A DREUX (en % des inscrits, au 1er tour)

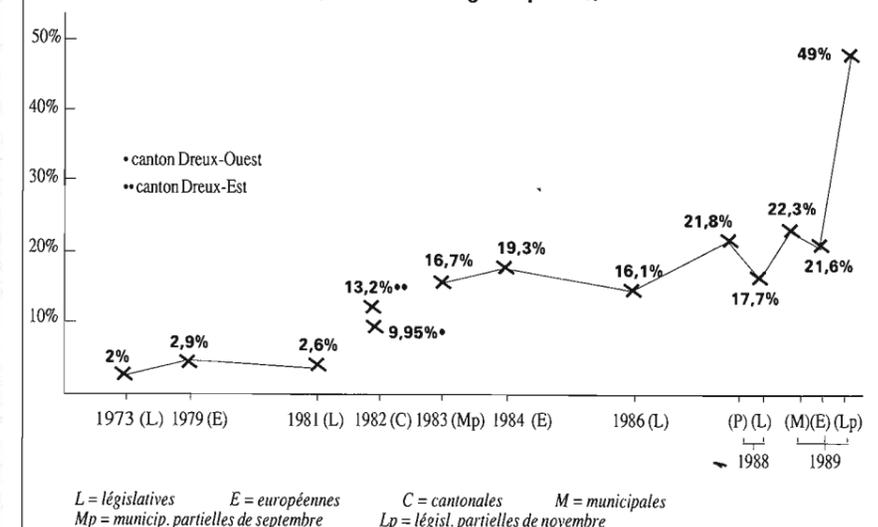


tion des Drouais est portée sur la hausse de la petite délinquance et sur la visibilité plus grande des étrangers dans le quotidien de la vie drouaise.

La petite délinquance n'est évidemment pas le fait exclusif des enfants des résidents étrangers, mais elle concerne souvent des enfants de familles nombreuses, de parents pauvres qui ont d'autres soucis que de penser administrer à leur progéniture leur dose hebdomadaire d'activités sportives (judo ou piscine) et d'activités artistiques (piano ou danse). Faute d'un encadrement d'animateurs, beaucoup d'enfants de milieux modestes se retrouvent sans initiative et prêt à suivre un leader suffisamment entreprenant pour conduire sa petite bande dans l'aventure marginale. C'est

vrai quel que soit l'âge des enfants, de la maternelle à des adolescents sortis du système scolaire. Alors les dégradations, les larcins répétés finissent par excéder au-delà des victimes tout un quartier qui réagit par pétition et demande une entrevue au commissaire de police. Le MRAP s'est inquiété de cette dégradation du climat dans les quartiers, intervenant notamment auprès du Principal du collège Curie au sujet des lancers de pierre contre les automobiles des professeurs et des gens du quartier. Cela développe un sentiment d'insécurité, que les agressions commises récemment sur le plateau sud au cours d'un week-end prolongé ne font qu'amplifier, et que le FN est encore prêt à exploiter à ses propres fins. Le sentiment d'une présence plus ma-

Fig. 2 : LA PROGRESSION DU FRONT NATIONAL SUR LA VILLE DE DREUX (en % des suffrages exprimés)



L = législatives E = européennes C = cantonales M = municipales  
Mp = municip. partielles de septembre Lp = législ. partielles de novembre

nifeste des étrangers, d'une visibilité gênante relève par contre d'un comportement ambigu que la méconnaissance, l'incompréhension entre les communautés ne fait qu'aviver.

Les Français de souche qui souhaitent obtenir une aide sociale se plaignent de passer leur file d'attente en compagnie de nombreux étrangers. Allez donc dire que pour eux aussi c'est une démarche vitale, que pour eux aussi, il y a cumul de bien des difficultés, vous n'allez pas effacer le sentiment de frustration de vos interlocuteurs. Les institutions d'entraide, Secours Catholique, Restaurants du Cœur, Secours Populaire ont comme nous, un gros travail d'explication à faire pour justifier leur action.

Autre visibilité qui, semble-t-il, a été particulièrement mal reçue, la grève de la faim des réfugiés kurdes en Grande-Rue au mois d'août dernier. Cette réaction est tout de même paradoxale : ces nouveaux Drouais prennent l'initiative de s'insérer sur une pratique militante qui n'est pas originale et qui est dans la plus pure tradition du mouvement ouvrier, lorsqu'ils viennent grossir les défilés du 1er mai ou un rassemblement du MRAP.

Quant au contexte politique de 1989, l'heure n'est plus aux grands projets de société, les frontières de la bipolarisation s'estompent, certains parlent de consensus mou. Alors que le FN fidélise son électoralat, que le mot d'ordre de discipline n'y pose aucun problème apparent, les autres partis sont fragilisés par l'épreuve du pouvoir ou les querelles de personnes. L'opinion réagit par l'abstention, qui a progressé dans tous les types de scrutin depuis 1983 (voir figure n°1, p.11). Le discours dominant va dans le même sens que la morosité des laissés pour compte. On ne veut plus de langue de bois, on donne la priorité aux ressources de la société civile, comme si l'adhésion à un parti politique avait l'aspect coercitif d'un engagement para-militaire. Nous avons à Dreux un champion post-électoral de ce nouveau mode de pensée, le philosophe Olivier Roy. Laissons de côté les attaques personnelles ou vides de sens contre Jean Hieaux ou Françoise Gaspard. Qui trouve grâce à ses yeux ? "La droite est un club de notables où l'on se déchire en famille ; le PC est marginalisé et le PS (sectaire) est réduit à sa propre caricature, un club d'une cinquantaine d'enseignants et d'appareilleurs". Personnellement, je ne pensais pas qu'il fallait être chercheur au CNRS pour proférer de tels aphorismes.

#### VARIATIONS

Il faudra bien revenir à juger les acteurs de notre démocratie locale à l'aune de leurs déclarations, qui modèrent l'opinion, de leurs réalisations s'ils sont élus ou de leurs projets s'ils postulent à conquérir le pouvoir. Une autre approche, celle de la géographie électorale, montre que l'implantation du FN se généralise et qu'il trouve une audience dans les cas de figures les plus variés. Le FN progresse sur l'ensemble des quartiers de la ville de Dreux.

Observons d'abord les résultats d'un scrutin qui n'avait aucune spécificité locale, l'élection présidentielle de 1989 : Dreux vote à près de 22% pour Le Pen, on est à 50% au-dessus de sa moyenne nationale. Mais il y a d'autres villes pour lesquelles le score du président du FN est supérieur : Marseille, 28,3%, Roubaix, 24,3%. Pour comprendre le vote des différents quartiers, il faut sommairement présenter la géogra-

phie de la ville : d'une part, le centre-ville, dans un site de vallée, où les catégories sociales les plus aisées sont le mieux représentées ; d'autre part, les plateaux périphériques, qui ont reçu l'essentiel de l'urbanisation d'après-guerre et où réside une population à majorité ouvrière. Le plateau nord plus étendu comprend une partie rurale et quelques cités soit d'immeubles collectifs (les Bergeronnettes) ou de logements individuels de première nécessité (le quartier Prud'homme). Jusqu'à l'année dernière cette partie était isolée du reste de la ville par la coupure qu'opère la RN 12. Malgré la bretelle de raccordement récemment mise en service, l'éloignement demeure, si bien que le quartier souffre de son sous-équipement à près de 3 km du centre-ville. Sur le plateau sud, les quartiers du Lièvre d'Or et des Chamards ont été aménagés à la fin des années 60. Les petites tours des Chamards, gérées par une société privée qui a complètement négligé l'entretien de son parc immobilier, rassemblent la plus forte proportion d'étrangers.

Ce n'est pas le vote Le Pen aux Présidentielles de 1988 qui traduit le mieux la différenciation sociale des quartiers. Le plateau sud, plus ouvrier et qui compte plus de résidents étrangers, a donné moins de suffrages à Le Pen que le plateau nord, plus diversifié dans sa composition socio-professionnelle. Le centre-ville vote massivement pour Barre et Chirac tandis que le plateau sud prolétaire donne plus de la moitié de ses voix aux candidats de gauche et à Waechter. Enfin la carte des abstentions permet de compléter l'identification des quartiers : c'est aux Chamards, dans le quartier le moins intégré, là aussi où la mobilité de la population semble la plus importante, que le taux d'abstentions est de loin le plus élevé.

Dans cette progression d'ensemble du FN, on peut s'arrêter sur les décalages qui se révèlent entre quelques quartiers :

- la partie au nord de la N.12 qui a donné très tôt des scores élevés au FN ;

#### JUIFS EN AVIGNON

**Charles VI procéda à l'expulsion définitive de tous les juifs du royaume de Gaule en 1394. Les bannis trouvèrent asile en Avignon et dans le comtat venaisin, à l'ombre de la Croix, sous la protection pontificale. A la veille de la Révolution, les juifs étaient interdits de séjour en France puisque l'Edit d'Expulsion définitive de 1394 n'avait jamais été abrogé mais renouvelé par Marie de Médicis en 1615. Le décret de l'Assemblée nationale du 28 janvier 1790 accorde les droits de citoyen actif à tous les juifs du Midi. Les judéo-comtadins abandonnent l'infâme chapeau jaune.**

**Cf Armand Lunel, Juifs du Languedoc, de la Provence et des Etats français du Pape, Albin Michel, 1972.**

- les Bâtes qui ont progressé à un rythme plus rapide que la moyenne. C'est le quartier qui reçoit l'essentiel de la croissance démographique de Dreux depuis 1975 et dont la composition sociologique est probablement modifiée ;

- les Rochelles, sur le plateau sud, ont rejoint tardivement le peloton de tête, ceci en liaison probable avec les problèmes de petite délinquance ;

- le cas particulier du centre-ville qui donna aux Européennes de 1984 le score le plus élevé du FN, plutôt que d'apporter ses suffrages à Simone Veil, Simone Veil qui avait préconisé l'abstention au dernier tour des municipales de septembre 1983, plutôt que d'apporter son soutien à l'alliance de la droite à l'extrême-droite. En dehors de Dreux, le vote du FN progresse à un rythme qui n'est pas si différent. Vernouillet (11 700 habitants), commune contiguë à Dreux, a donné au FN des scores qui sont même supérieurs. St Lubin des Joncherets, petit centre industriel de 4 000 habitants à une dizaine de kilomètres de Dreux, accorde au vote extrémiste des scores comparables, sauf aux législatives partielles de 1989. Au 1er tour, les électeurs ont préféré leur maire, Claude Nespolous, qui était le candidat socialiste à la députation. Le canton de la Ferté-Vidame, à l'extrémité ouest de la circonscription, est un canton rural sans immigré. La progression du FN a été aussi impressionnante lors de la partielle de novembre 1989.

Dernier point : les sondages effectués par *Libération* et *Le Figaro* à la sortie des urnes le 3 décembre dernier confirment que l'électorat du FN est composite. Selon le sondage BVA de *Libération*, le vote pour Marie-France Stirbois provient des catégories socio-professionnelles les plus modestes : 75% des ouvriers, 73% des commerçants et artisans et 66% des agriculteurs ont contribué au succès au 2ème tour de la candidature du FN. Les électeurs les moins séduits sont les cadres supérieurs, les professions libérales (34% seulement) et, paradoxalement, des chômeurs (44%).

#### REHABILITER LA CITOYENNETE

Tous ces électeurs se retrouvent à une écrasante majorité d'accord pour renvoyer chez eux une grande majorité des immigrés (à 87%). Ce rejet l'emporte sur le discrédit affiché de la classe politique, qui s'exprime avec les propositions "Les hommes politiques s'entendent sur le dos des Français. Etre de droite ou de gauche, ça ne veut plus rien dire." (Respectivement 83% et 67%).

Il n'empêche, contrairement à Jean-Marie Le Pen, ces électeurs sont très partagés sur le libéralisme, que plus d'un tiers ne reconnaissent pas comme le meilleur système économique. Ils se divisent également sur la valeur à accorder à la démocratie, que quasiment la moitié identifie au désordre.

Ce sondage définit donc un vote d'exclusion des immigrés plus clairement qu'un vote protestataire, et le caractère protestataire dans le choix du FN n'apporte pas une adhésion à un système économique ou à un régime politique précis.

Dans ces conditions, il nous appartient de faire un travail de démystification, de rappeler des précédents historiques et de réhabiliter le rôle de la citoyenneté, en l'élargissant, en suscitant le dialogue dans le respect de notre diversité

Simon Maudry

(Comité local du MRAP à Dreux)

## PORTRAIT DE L'EXTREME DROITE FRANCAISE

**La France est un des pays européens où la présence des nostalgiques de la "bête immonde" se pose avec la plus grande acuité. Comment caractériser l'extrême droite française aujourd'hui ?**

**N**otons en préliminaire que dans son rapport sur la montée du fascisme et du racisme en Europe, le Conseil de l'Europe définit le fascisme comme "une expression générique qui incorpore une série de termes interchangeables [...] termes tels que l'extrémisme et le nationalisme de droite, le néofascisme ou le néonazisme". On ne peut faire un tableau clair et complet des organisations fascistes ou fascistes : comme des caméléons, elles jouent un jeu d'apparitions et de disparitions. On tentera cependant de les classer en quatre groupes principaux, bien qu'il existe des phénomènes d'osmose et de passerelles entre ces différents groupes :

- l'extrême droite légaliste ou électoraliste

- l'extrême droite activiste

- l'extrême droite intellectuelle ou "Nouvelle droite"

- l'extrême droite camouflée.

#### L'EXTREME DROITE ELECTORALISTE

Dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'extrême droite a cherché à se tailler une place sur l'échiquier politique. Mais c'est vers le début des années cinquante que devait s'opérer le véritable essor de la droite nationaliste avec la naissance de l'"Union de la Fraternité Française" (UFF) de Pierre Poujade qui devait envoyer 55 députés au parlement lors des élections de 1956.

Dans ses rangs se sont cotoyés des individus comme le révisionniste Maurice Bardèche, Demarquet, Tixier-Vignancourt et Jean-Marie Le Pen alors responsable du mouvement de jeunesse de l'UFF. Celle-ci ne devait pas survivre aux guerres coloniales, ni à l'échec relatif de Tixier-Vignancourt à l'élection présidentielle de 1965. Au début des années quatre-vingts, on assiste avec le Front national à une véritable émergence de l'extrême droite électoraliste.

Ce mouvement est né en 1972 comme la branche électoraliste du mouvement musclé "Ordre nouveau", lui-même né de la dissolution d'"Occident". Animé par Jean-Marie Le Pen, ancien député poujadiste, ancien militaire en Indochine, puis en Algérie, le Front national a vu dans son giron des individus comme Duprat, négateur du génocide, Fredriksen dont le nom a souvent été cité au moment de l'attentat de la rue Copernic ou encore des anciens collaborateurs comme Pierre Bousquet ou Pierre Clémenti. Dans le même ordre d'idées, Le Pen s'est récemment associé à Schönhuber, ancien SS. Le Pen a par ailleurs été condamné dans les années 70 pour apologie des crimes de guerre. D'élections en élections, de scrutins en scrutins, on a vu Le Pen et ses acolytes atteindre des scores de 14,4% à l'élection présidentielle, 12% à l'élection européenne de 1989 et tout récemment plus de 60% de votants à l'élection législative de Dreux. Il est important de noter que dans aucun pays européen

les résultats des partis d'extrême droite n'approchent ceux réalisés par le Front national : que ce soit en RFA où on estime à 5-6% le potentiel des électeurs se situant à la droite des grands partis démocrates chrétiens, en Italie où le MSI a un électoralat remarquablement stable variant de 6 à 7% ; en Grande Bretagne, dans le Bénélux même si l'extrême droite a montré qu'elle pouvait provoquer de graves désordres, ses scores n'ont jamais dépassé 1% - seuls les différents pays scandinaves atteignent parfois 8 à 9%.

Quels sont les autres mouvements électoralistes qui gravitent autour du Front national ? A côté de groupuscules qui n'ont qu'un intérêt historique ou de circonstance comme le "Parti des Forces nouvelles", le "Comité contre le vote des immigrés" ou le "Parti Ouvrier européen" (POE), il faut insister sur le "Centre national des indépendants", parti politique déjà ancien, qui après avoir présenté des listes communes avec le Front national se veut une sorte de lien entre la droite extrême et la droite classique.

#### L'EXTREME DROITE ACTIVISTE

Sous ce vocable, on désigne des groupes parfois clandestins, souvent violents se réclamant ouvertement des idéologies qui ont suscité l'hécatombe de la Seconde Guerre mondiale. Faibles numériquement, ces groupes considèrent le parlementarisme comme un cirque et ils tirent leur force essentielle de leurs liens avec des éléments de la police, de certains milieux de la pègre ou de leurs ramifications internationales. Parmi ces mouvements, citons les "Faisceaux nationaux européens" de Fredriksen, le "Mouvement nationaliste révolutionnaire" (MNR) de Malliarakis qui cherche à se donner une vocation plus internationale sous le nom de "Troisième Voie", l'"Œuvre française", le "Nouvel ordre européen" (NOE), le "Parti nationaliste français" (PNF) et surtout le "Parti nationaliste français et européen" (PNFE) né d'une scission du précédent et qui a largement défrayé la chronique dans la dernière période. Ce mouvement ultraviolent est animé par Claude Cornilleau, ancien conseiller municipal de Chelles aujourd'hui incarcéré. Il est à l'origine de différents attentats à la bombe contre des foyers SONACOTRA, de l'attentat contre la librairie "Globe" en 1988 et l'organisateur en septembre 1989 d'une mascarade néonazie en Sologne au château de Corvier, et plus récemment d'une manifestation du même genre dans une grande brasserie du 11ème arrondissement de Paris.

Une attention toute particulière doit être accordée au mouvement "Skin". Cette mouvance, née principalement outre-Manche, constituait au départ une force d'appoint pour les différents groupes ou groupuscules d'extrême droite. Les skinheads tentent actuellement en France de s'organiser d'une manière quasi autonome. Au départ leur domaine d'action se tournait surtout vers les matchs de football. Ils s'attaquent désormais

aux cibles classiques du fascisme et du nazisme. Leurs modèles, présentés à travers leur presse (les "Fanzines") ou lors de concerts, sont Hitler, Barbie, Hess et ils se sentent proches des SA. De 1988 à 1989, on a dénombré plus d'une centaine d'actions de violence imputables aux seuls "Skins".

Pour terminer avec cette partie, je citerai quelques noms de groupuscules qui à un moment ou à un autre ont défrayé la chronique : "L'Anti-Youtre", le "Mouvement Travail-Patrie", "Groupe Charles Martel", "Honneur de la Police", "Ligue internationale contre le racisme juif", "Elsa", "SOS France".

#### L'EXTREME DROITE INTELLECTUELLE OU "NOUVELLE DROITE"

Approfondissant son désir de toucher les sphères de décisions, une partie de l'extrême droite tente de donner une sorte de scientificité à la notion de "Race", d'égalité, de hiérarchie. Ces idées sont diffusées en France surtout par le GRECE (Groupement de Recherche et d'Etude pour la Civilisation Européenne) ou le "Club de l'Horloge". Ces mouvements, animés par d'anciens dirigeants d'"Europe Action", ou de "Jeune Nation" diffusent largement leurs revues comme "Nouvelle Ecole" ou "Eléments" et multiplient les colloques ou les journées d'étude. Ils pratiquent aussi l'entrisme dans les partis de droite, dans les milieux professionnels et surtout dans la presse. La Nouvelle droite a déjà investi le *Figaro Magazine*, elle a pénétré le *Quotidien de Paris* et elle continue d'être l'inspiratrice de la presse Bourguine (*Valeurs actuelles - Spectacle du Monde*). Dans le comité d'honneur du GRECE, on retrouve des gens comme feu Conrad Lorenz, René Huygys ou Debray-Ritzen. Même si les différentes composantes de la Nouvelle droite se défendent d'être fascistes, cela n'empêche pas Fredriksen, le responsable des FNE de déclarer se retrouver parfaitement dans les idées du GRECE.

#### LES CAMOUFLAGES DE L'EXTREME DROITE

Pour beaucoup d'esprits, le discours ouvertement néonazi est irritant, outrancier par son aberration et les sinistres souvenirs qu'il évoque. L'extrême droite l'a bien compris, et c'est pour cela qu'elle utilise des associations annexes, plus rassurantes et plus en cheville avec les problèmes de la vie quotidienne.

Parmi ces associations, on peut citer des associations professionnelles comme la "Confédération des syndicats libres" (CSL) qui fait régner l'ordre dans certaines entreprises, la "Fédération professionnelle indépendante de la police" (FPIP) qui a obtenu 6% des voix aux dernières élections professionnelles. Rappelons que ce syndicat de policiers est fortement lié à l'"Œuvre française" et surtout au PNFE. Son secrétaire général Lecanu est sous les verrous pour sa participa-

tion aux plastiquages des foyers SONACOTRA de la Côte d'Azur l'an passé.

En continuant cette liste d'organisations professionnelles, on trouve encore des émanations du Front national telles que le SNPMI (syndicat national du patronat moderne et indépendant), le "Cercle national Banques", le "Cercle national RATP".

Ces camouflages sont aussi très présents dans les milieux chrétiens intégristes. A côté de groupuscules comme "Lecture et Tradition", le "Credo" ou la "Contre-Réforme Catholique", d'autres, la "Fraternité de Saint Pie X" de Lefèbvre et Laguerrie et les groupes "Chrétienté Solidarité" de Romain Marie, ont pignon sur rue.

Côté mouvements de jeunesse, signalons les "Scouts d'Europe", les "Cadets de la Mer", l'"Union nationale interuniversitaire" (UNI) ou le très virulent "Groupe universitaire de défense" (GUD).

Dans les organisations à vocation culturelle relevons le "Cercle Montherlant", le "Club Renaissance" proche du Front national ou "l'Union des intellectuels indépendants" très proche du NOE.

Cette nouvelle mouvance comporte des sectes comme la "Nouvelle Acropole", l'"Eglise de la Scientologie" et surtout la "secte Moon" dont la section française est présidée par l'ancien député Frontal Pierre Ceyrac.

Enfin, comble du cynisme, il y a même une association anticraciste dans cet inventaire : il s'agit de l'AGRIF (Association générale contre le racisme et pour l'identité française) présidée par l'incontournable Romain Marie jadis poursuivi par le MRAP pour ses propos antisémites.

Et pour sortir du cercle associatif, rappelons que beaucoup de sympathisants ou anciens responsables de groupes d'extrême droite ont rejoint des organisations plus classiques. C'est le cas de Madelin et Longuet, co-fondateurs du mouvement "Occident" et anciens ministres UDF.

#### REPERES IDEOLOGIQUES DE L'EXTRÊME DROITE

On y retrouve tout d'abord les thèmes classiques du nazisme tels que l'antisémitisme avec le vieil argument éculé de la puissance économique des juifs, le culte de la France blanche, le culte des armes et des uniformes – à ce sujet d'ailleurs on ne compte plus les camps d'entraînement. Autres thèmes classiques que l'on peut donner en vrac : anti-intellectualisme, anti-féminisme – contre la contraception, l'avortement – homosexualité, avec à ce sujet une campagne vigoureuse au sujet du Sida, et surtout la haine de la démocratie qui se manifeste d'une manière concrète en particulier au Front national avec une sorte d'aller-retour entre la tentation terroriste et l'honorabilité qui s'accompagne souvent de l'expression d'un mépris de l'activité parlementaire.

Ces thèmes classiques du nazisme effraient. Pour cela, l'extrême droite est amenée à édulcorer ou à falsifier l'histoire du Reich. Ainsi on nous présentera tel ou tel dignitaire nazi comme un bon père de famille ou le procès de Nuremberg comme une vengeance du vainqueur sur le vaincu. Cette campagne de falsification a atteint son paroxysme dans la dernière période avec la mise en avant des théories dites "révisionnistes" qui tendent à nier l'existence même des chambres à gaz. Même si ces théories ont commencé

à être mises sur le marché dès le lendemain de la guerre avec Rassinier et son tristement célèbre "Mensonge d'Ulysse", c'est surtout vers la fin des années 1970 qu'elles devaient atteindre leur pleine ampleur. Tout le monde se souvient des déclarations du professeur Faurisson ou la soutenance scandaleuse de la thèse de Rocque. Ces mensonges continuent à être divulgués, bien que leurs auteurs aient parfois été condamnés par la justice, souvent sur action du MRAP. A titre d'exemple, rappelons le fameux "détail" de Le Pen ou les écrits de Notin dans la revue subventionnée par le CNRS, ou encore à travers des périodiques spécialisés tels que les *Annales de l'Histoire révisionniste*.

#### Le discours ouvertement néonazi est irritant, outrancier par son aberration et les tristes souvenirs qu'il évoque. L'extrême droite l'a bien compris, et c'est pour cela qu'elle utilise des associations annexes, plus rassurantes et plus en cheville avec les problèmes de la vie quotidienne.

ou le mensuel *Révision*.

Cependant, ces idées sont également diffusées avec l'appui d'une très active fraction d'une prétendue extrême gauche représentée en France par la librairie "La Vieille Taupe" ou les éditions de la "Différence" et ses animateurs tels Pierre Guillaume ou Serge Thion, avec le soutien d'intellectuels de renom comme le linguiste Noam Chomski. Cela conduit ces pseudo-intellectuels à rejoindre les sensibilités néonazies pour que soient admis dans notre société les attentats contre les immigrés, les synagogues, les librairies ou les ouvriers en grève.

Dans les thèmes apparus après la guerre, la campagne contre l'immigration constitue un des axes idéologiques essentiels de l'extrême droite relayé en cela parfois par d'autres forces politiques. C'est ainsi que les immigrés comme jadis les juifs, sont placés au centre des problèmes qu'affronte la société toute entière et sont voués au rôle douloureux de bouc-émissaire. A travers des écrits, des déclarations, des campagnes du Front national, les immigrés en général, les Maghrébins en particulier sont désignés comme responsables du chômage, de la délinquance, de la fiscalité, de l'insalubrité de l'habitat ou de la crise d'identité française, alors que les 2/3 de ce que l'on appelle les Français ont un étranger dans leur famille.

#### LA HAINE DE L'ETRANGER

Corollairement, cette exclusion de l'étranger prend une dimension internationale. Les officines d'extrême droite font ce qu'elles appellent la "croisade de l'Occident" et elles étendent leurs cibles sur l'ensemble du

Tiers-Monde en opposant son fort taux de natalité à la diminution des naissances des pays riches qui pourrait mettre en péril "l'Occident civilisé".

Depuis une vingtaine d'années de soi-disants "intellectuels" feignent de se démarquer de l'extrême droite en invoquant des arguments "scientifiques", "sociologiques" ou "génétiques". Mais si leur langage est travesti, leurs écrits ne laissent aucun doute sur la nature de leurs buts. Ainsi, ils défendent tour à tour ou simultanément la prééminence de l'inné sur l'acquis, la supériorité de certains groupes humains sur d'autres, une aversion particulière pour le métissage et même si l'antisémitisme n'apparaît pas explicitement, la "civilisation judéo-chrétienne" est présentée comme un frein à l'évolution et au progrès.

#### LA BANALISATION

C'est vrai, le danger fasciste ne se situe pas uniquement au niveau des organisations ou groupuscules d'extrême droite. Ces idées ont été largement présentées comme "normales" alors que très souvent elles relèvent du délit plus que du débat politique. Au fil de différentes élections, Le Pen a été banalisé. Combien de fois – et pas plus tard que le mercredi 9 mai – l'a-t-on vu s'exhiber à des émissions style *L'Heure de vérité* alors que c'est la tolérance et la fraternité qui devraient être banalisées. Face à ces idées on a parfois l'impression d'assister à une véritable démission de la classe politique. Démission vis-à-vis des activités fascistes mais aussi démission vis-à-vis des causes génératrices de racisme. Par exemple : les maires de Montfermeil et de Clichy veulent exclure les enfants d'immigrés des écoles, monsieur Chirac qui traite de "Français à la sauvette" les jeunes Beurs naturalisés à leur majorité. Ces "Six heures contre l'extrême droite" ne suffiraient pas pour faire la liste de toutes les compromissions avec l'extrême droite.

Banalisation de l'antisémitisme aussi avec les récentes déclarations de Jacques Médecin ou celles, il y a deux ans, de De Broglie, alors tout puissant président de la CNCL qui écrivait que "600 000 locuteurs français parlent juif".

Banalisation également des crimes et criminels de guerre pour exalter une prétendue vertu du nazisme à travers des livres à bon marché, des bandes dessinées, des jouets d'enfants, des films et particulièrement des films pornographiques dans lesquels les nazis sont présentés comme des surhommes auxquels sont opposés des individus faibles, sans honneur, voire lâches.

Ajoutons qu'une dénazification mal faite associée aux séquelles des guerres coloniales ont largement contribué à cette banalisation. Souvenons-nous que Bousquet et Legay, auteurs de la rafle du Vel d'Hiv, ont été membres de conseils d'administration de multinationales. Papon, auteur de la déportation des juifs de Bordeaux, a plusieurs fois été ministre. Touvier, grâcié par le Président Pompidou, n'a finalement été arrêté qu'en 1989 après avoir bénéficié d'étranges soutiens. Enfin, il est interdit de parler du passé de l'amiénois Hersant, PDG du premier groupe de presse français. Et sur un autre registre, les anciens dignitaires OAS, soldats au rancard, n'ont-ils pas été rétablis dans leurs grades ?

Pierre Krausz,  
responsable de la commission

## NAZISME : QUAND LE PASSE NE VEUT PAS PASSER

### Un document de l'association allemande A.S.F. analyse les résultats d'un sondage réalisé auprès de lycéens à propos du procès Barbie.

Jörg Eschenauer représente l'association allemande "Action signe de Réconciliation/Services pour la paix" (A.S.F., Aktion Sühnezeichen/Friedensdienste). Il expose rapidement ce qu'il nomme "les symptômes des conditions favorables à la montée de l'extrême droite en Allemagne", en particulier le Parti républicain, formation néo-nazie dirigée notamment par l'ancien Waffen SS Franz Schoenhuber (1), ami de Le Pen. Parmi ces signes : la jonction de plus en plus évidente entre les Skinheads de l'Est et de l'Ouest, la prolifération de jeux pour enfants et adolescents à caractère raciste, l'influence des thèses de l'extrême droite sur le discours d'autres formations politiques. L'A.S.F. rassemble des "volontaires [qui] s'efforcent de traduire leur responsabilité pour une mémoire du nazisme en un travail visant à établir une société plus juste". En organisant des chantiers, en publiant des textes, en développant des actions concrètes, l'A.S.F. œuvre aussi bien pour la paix (notamment avec le concours d'objecteurs de conscience) que pour entretenir la mémoire du passé, soulager les inégalités subies par les personnes âgées, les handicapés ou les sans-abris. L'A.S.F. est présente en France où ses animateurs ont mené en partenariat avec le MRAP une enquête auprès de 803 lycéens français sur l'impact du procès Barbie et l'état de leurs connaissances des faits de la Seconde Guerre mondiale.

En avant-propos de ce travail publié en juillet dernier ainsi est défini l'objectif d'une telle enquête : "Des événements en France tel que le futur procès contre Touvier et en République Fédérale d'Allemagne le discours du Président du Bundestag Jenninger nous prouvent que dans les deux pays le passé a bien plus d'actualité que ne veulent le reconnaître certains. Que "le passé ne veuille pas passer" ne signifie pas qu'il doit être une charge insupportable pour les nés d'après-guerre. Au contraire, cela nous donne la certitude qu'il est encore assez de raisons de reprendre le travail à l'endroit où certains ont dû autrefois, en des temps plus sombres, l'abandonner, où d'autres encore ont dû payer de leur vie leur engagement et où d'autres encore n'ont pas eu la force de combattre pour la dignité humaine."

Les tableaux 1 à 7 donnent les résultats de l'enquête, menée auprès de 803 élèves. Nous ne pouvons reproduire ici l'analyse qualitative et circonstanciée de ces données, on se reportera très utilement à la lecture de la brochure éditée par l'A.S.F. (2). Néanmoins, on retiendra : 1°) que la directive gouvernementale de travailler en classe sur le procès n'a été suivie que par un enseignant sur cinq ; 2°) que la loi sur les discriminations raciales est largement méconnue mais aussi de nombreuses annexes,

#### 1. Avez-vous suivi le procès Barbie ?

Oui	76 %
Non	24 %
Pas de réponse	0 %

#### 2. Pendant le procès Barbie, avez-vous lu des journaux ou regardé la télévision ?

Jamais	7 %
Une fois par semaine	51 %
Tous les jours	41 %
Pas de réponse	1 %

#### 3. Comment s'appelle l'avocat de Barbie ?

Tixier Vignancourt	2 %
Vergès	93 %
Isorni	0 %
Pas de réponse	5 %

comme le fait que la loi ne soit pas assez appliquée, ou qu'une telle loi ne peut tout simplement pas exister lorsque le racisme est si présent dans la vie quotidienne, expriment l'insatisfaction de certains élèves vis-à-vis de la situation actuelle.

Enfin, il faut souligner l'éminent caractère pédagogique de l'analyse qui ne se contente pas d'interpréter les résultats du sondage mais apporte aussi un fin argumentaire aux "objections" courantes à l'égard de la nécessité de connaître le passé.

(1) *Récemment destitué de la présidence de ce parti pour "échec électoral".*

(2) *Bureau parisien de l'A.S.F. : 24, rue Crémieux 75012 Paris. Tél. : 43 42 39 20.*

#### 4. Le procès vous a-t-il aidé à mieux comprendre la Résistance et la Collaboration ?

Oui	46 %
Non	47 %
Pas de réponse	7 %

#### 5. A votre avis, la majorité des Français étaient-ils durant la Deuxième Guerre mondiale :

Dans la Résistance	26 %
Collaborateurs	8 %
Passifs	61 %
Pas de réponse	5 %

#### 6. Pétain était (plusieurs réponses possibles) :

Un nationaliste	27 %
Un collaborateur	80 %
Un patriote	17 %
Le "Sauveur de la Nation"	12 %
Pas de réponse	5 %

#### 7. Existe-t-il en France une loi permettant de condamner le fascisme, le nazisme et le racisme ?

Oui	35 %
Non	56 %
Pas de réponse	9 %

## H U M E U R

**La journée du 8 mai a donné lieu à des manifestations dans toute la RFA réclamant notamment que cette date symbolisant la chute du nazisme soit retenue comme jour férié national pour la paix. Heureuse initiative, tandis que dans le même temps d'autres voix se font entendre qui préfèrent élever au rang de la commémoration officielle le 9 novembre, jour de la chute du Mur de Berlin.**

**Le 9 novembre, c'est aussi la nuit de Cristal...cette nuit de 1938 durant laquelle les synagogues furent incendiées et les juifs restés en Allemagne massivement jetés en camps de concentration (1). Ambiguïté lourde de menace...**

**Quant au 10 mai français, après les dégueulasseries de Carpentras, c'est encore une autre histoire.**

O. Lannuzel

**(1) Les principaux repères concernant la montée du nazisme sont répertoriés et analysés dans la brochure éditée par le MRAP intitulé "Le nazisme". (A commander au siège du Mouvement)**

**Pendant les onze années du gouvernement Thatcher, l'extrême droite s'est relativement peu manifestée. Ces derniers mois cependant, la droite extrême et raciste a émergé une fois de plus de façon particulièrement explicite.**

**G**roupée autour de Norman Tebbit à l'intérieur du parti conservateur, la droite "respectable" mène le débat sur l'avenir des habitants de Hong Kong après 1997, date prévue de l'intégration de l'ex-colonie britannique dans la Chine populaire. La droite fasciste, bien que considérablement affaiblie, se réimplante localement. Le British National Party (BNP) reprend le thème de l'identité nationale et culturelle chère à la Nouvelle Droite. Le silence du parti travailliste et l'échec des initiatives anti-racistes de la gauche libérale fondées sur la notion de communauté ethnique ne font qu'aggraver la situation. Rares sont les organisations qui se préoccupent des questions liées à l'harmonisation des politiques d'asile et d'immigration dans le cadre de l'Europe, ou qui coordonnent leurs efforts avec d'autres mouvements anti-racistes en Europe.

#### LE RACISME INSTITUTIONNEL DE L'ETAT

Il est difficile de prédire qu'amènera la fin de l'ère Thatcher, mais il est clair néanmoins qu'il subsistera un legs considérable de racisme institutionnel et étatique, un sérieux problème de dépression urbaine, et une profonde colère comme le montrent les récentes émeutes contre le nouvel impôt local "par tête" (*poll tax*). Les incidents et attaques à caractère raciste dans la région de Londres sont passées de 1 515 en 1984 à 2214 en 1988. Dans la commune de Tower Hamlets, dans l'est de Londres, le CAPA (Community Action for Police Accountability), une organisation locale qui tient un registre relativement complet de ce genre d'incidents, a annoncé que les attaques racistes sont passées de 164 en 1988 à 232 pour les neuf premiers mois de 1989, avec 23 arrestations (*Asian Times*, 6.3.90). Les organisations anti-racistes se préoccupent aussi des récentes dispositions portant sur l'immigration. Ainsi en février 1990, la Haute Cour a décrété que le ministre de l'Intérieur avait agi illégalement

## RACISME ET FASCISME A L'ANGLAISE

en déléguant ses pouvoirs d'expulsion à des subalternes; le nombre d'expulsions a triplé depuis 1988. En particulier, nombre de demandeurs d'asile kurdes furent renvoyés en Turquie. Il semble aussi que le droit d'entrée soit plus souvent refusé aux visiteurs en provenance des Caraïbes. Ainsi 1 000 visiteurs venus de pays du Commonwealth dans les Caraïbes se sont vus refusé le droit d'entrée l'année dernière, contre 103 il y a 10 ans. En particulier, les Jamaïcains sont interdits de séjour 20 fois plus fréquemment qu'en 1979. Un visiteur de la Jamaïque sur 37 est refusé (*Observer*, 1.4.90).

Le gouvernement Thatcher se bat pour sa survie. Il est possible que Thatcher ne mènera pas le parti aux prochaines élections législatives, qui doivent avoir lieu avant juin 1992. La lutte pour sa succession se développe dans un contexte politique plus favorable aux travaillistes, si l'on en croit les sondages et les résultats d'élections partielles telle que celle de North Staffs en mars dernier. C'est dans cette optique qu'il convient de situer la démarche de Tebbit, qui organise son éventuelle candidature autour d'une rébellion de la droite du parti contre le gouvernement sur la question de Hong Kong. L'argument de Tebbit est fondé sur la promesse des conservateurs aux dernières élections de mettre fin à l'immigration, bien qu'il semble accepter l'entrée d'"immigrés bien éduqués et hautement qualifiés quelle que soit leur race" (*Guardian*, 22.12.89). Dans un article pour le journal de Londres, *The Standard* (21.12.89), Tebbit écrit : "La plupart des Britanniques n'auraient pas choisi de vivre dans une société multi-raciale, mais elle leur a été imposée. Pour reprendre l'expression du Premier ministre, ils ont peur d'être submergés par des gens d'une autre culture, d'une autre religion et avec une autre histoire et, même s'il leur en coûte économiquement, ils préféreraient ne pas subir une autre vague d'immigration."

Tebbit a suffisamment digéré le discours de la Nouvelle Droite pour s'attaquer aux Chinois de Hong Kong sur la base de différences culturelles plutôt que sur leur "race". Il déclare ainsi à la télévision : "Dans chaque pays la population indigène a le sentiment que ceci est notre pays, notre foyer national. Nous

sommes assez floérants dans notre pays, mais nous attendons tout de même des immigrés qu'ils s'assimilent dans notre style de vie. Récemment, nous avons eu des problèmes avec l'attitude des musulmans sur l'affaire Rushdie. Voilà le genre de chose qui nous oppose profondément à la population indigène." (*Guardian*, 15.1.90).

L'usage du mot "culture" comme code pour d'autres significations dans le discours de la Nouvelle Droite a été commenté ailleurs; il importe de s'en rappeler et de noter que cet usage à fin raciste est maintenant très répandu.

#### LE SKINHEAD DE CHINGFORD

La position de Tebbit dans le parti conservateur est complexe. Accédant à la respectabilité politique en 1979 sous Thatcher, il dirigeait la campagne électorale des conservateurs en 1987 en tant que président du parti. Sa carrière subit un revers en 1983 quant il fut blessé (et sa femme paralysée) dans l'attentat de l'IRA contre la conférence du parti. Il n'est pas considéré comme un candidat sérieux à la succession de Thatcher: on lui reproche son style abrasif et ses origines modestes. Ses collègues députés le surnomment "le skinhead de Chingford", d'après sa circonscription d'Essex à l'est de Londres. C'est dans cette région que l'extrême droite eut un certain succès dans les années 70 et que le National Front, par l'entremise du Monday Club, arriva à infiltrer le parti conservateur (Martin Walker, *The National Front*, Fontana, 1977). Le parti conservateur d'Essex est composé largement d'adhérents issus de couches populaires.

John Carlisle est un autre député de droite, qui fait campagne pour la reprise des échanges sportifs avec l'Afrique du Sud. Un autre, le député de Wolverhampton sud-ouest, Nicholas Budgen, affirme : "Aussi admirables que soient ces individus, ils formeraient une nouvelle enclave étrangère qui serait une source de division et de ressentiment" (*Times*, 28.12.89). Le ministre de la Défense, Alan Clarke, se réfère aux immigrés comme "venus de la terre de Bongo-Bongo". Tony Marlow, député conservateur de Northampton nord, déclare au Parlement que "de vastes zones de nos villes ont déjà été colonisées par des étrangers sans grand attachement à notre style de vie" (*Carribbean Times*, 2.1.90). Le député conservateur de Bridlington, John Townend, a repris certaines des formules de Tebbit : "Le moment est venu de riposter [...]. Les Britanniques n'ont jamais été consultés sur la transformation d'une société homogène en une société multi-raciale. S'ils l'avaient été, je suis sûr qu'une vaste majorité se seraient prononcée pour que la Grande-Bretagne reste un pays anglophone et blanc" (*Searchlight*, octobre 89).

#### CONSERVATEURS RACISTES ET TRAVAILLISTES AMBIGUS

Il est donc évident qu'il existe un profond réservoir de racisme au sein du parti conservateur. Ce racisme peut être mobilisé pour dépasser le racisme institutionnel de l'Etat qui a mené à la redéfinition du code de la

nationalité pour en exclure certaines catégories de citoyens appartenant aux minorités ethniques (Nationality Act 1981). Cependant, le parti travailliste n'a pas jusqu'à présent présenté une alternative dépourvue d'ambiguïté. Bien qu'opposés à l'élitisme des propositions du Gouvernement d'accorder un passeport britannique à certaines catégories restreintes de personnes selon leur niveau de formation professionnelle et leur pouvoir économique, les travaillistes n'ont pas su proposer une alternative cohérente. Ceci place les députés travaillistes devant le dilemme de devoir s'aligner avec le groupe de Tebbit pour contrer les propositions du Gouvernement. Il n'est pas surprenant que dans un sondage récent du journal *The Independent*, 59% des personnes interrogées ne voient pas de différences entre les travaillistes et les conservateurs sur la question de l'immigration.

#### L'EXTREME DROITE FASCISANTE

Alors que la parti travailliste se réfugie dans le silence, l'extrême droite fascisante semble se réimplanter. La poussée électorale du National Front (NF) dans les années 70 ne continua pas sous Thatcher.

Aujourd'hui, la droite fascisante en Grande-Bretagne est divisée et désorganisée. En janvier 1990, le NF, dirigé par Patrick Harrington, a annoncé sa dissolution. Alors que Harrington se penche sur l'éventuel avenir d'une nouvelle organisation type "Troisième voie", un autre groupe tente d'approprier le titre National Front.

En avril 1982, John Tyndall, alarmé par la "démocratisation" du NF qui, selon lui, faciliterait son infiltration, fonda le British National Party (BNP). Le BNP a concentré son intervention dans quelques localités, se spécialisant dans la violence quotidienne, particulièrement contre les communautés musulmanes. Basé à Bexley, dans le Kent, le BNP entretient des liens avec le cercle Odal en Belgique ainsi qu'avec l'Ulster Defence Association et l'Ulster Defence Front en Irlande du Nord. Il publie *Spearhead, The British Nationalist*, par l'entremise de fictives "associations d'histoire", *Holocaust News*. En 1989, le BNP tenta d'exploiter un conflit à Dewsbury dans le West Yorkshire, certains parents blancs ayant refusé d'envoyer leurs enfants aux écoles fréquentées par une majorité d'enfants d'origine asiatique. Leurs contacts avec les groupes paramilitaires unionistes d'Irlande du Nord leur ont permis de s'implanter en Ecosse, organisant par exemple une manifestation à Edinbourg à l'occasion de la Saint-André en Décembre 89, malgré l'opposition de groupes anti-racistes. A Glasgow, le nombre d'attaques racistes a augmenté, influencées par la distribution de tracts racistes à la sortie des écoles. Mais c'est dans l'est de Londres que le BNP est particulièrement actif. En mars 90, à la suite d'un incident où un jeune blanc fut blessé par un groupe de jeunes Bangladeshi, une manifestation fut organisée par des groupes nationalistes: la moitié des manifestants étaient des sympathisants du BNP (*Searchlight*, avril 90). Le BNP présente un candidat aux élections municipales de mai 90. Et sept membres du BNP, y compris quatre femmes, ont récemment reçu des peines de deux ans de prison pour coups et blessures contre un Algérien lors d'une attaque dans le métro londonien en 1988 (*Searchlight*, avril 90).

Cathie LLoyd

## LE ROLE DES ENSEIGNANTS

Les enseignants, tous les éducateurs, ont un rôle prépondérant à assumer pour aider les jeunes à s'imprégner des valeurs de tolérance, de justice et de droit, d'égalité et de fraternité, de respect de l'autre.

Nous disons aussi que les notions de "dialogue exigeant" avec les jeunes, d'accès de tous au savoir, à la culture, à un métier qualifié, sont les urgences auxquelles il faut aussi répondre pour empêcher la propagation du racisme.

Les enseignants ont déjà pris des initiatives en ce sens, ils en prendraient plus encore s'ils en avaient les moyens (moyens matériels, moyens en postes d'enseignants, moyens en formation aussi). Sur ce point, on ne peut éluder la question de la responsabilité gouvernementale. Sans ces moyens, on ne peut pas être pleinement disponible pour l'éducation à l'antiracisme et aux droits de l'homme.

Dans nos classes, nous avons des responsabilités particulières, par exemple, pour montrer la réalité de l'horreur nazi, la réalité de l'holocauste; pour analyser les causes économiques et sociales de la montée du nazisme et de la IIème Guerre mondiale.

Il y a des outils remarquables, comme l'émission de F. Rossif, *De Nuremberg à Nuremberg*, qui constituent un puissant antidote au poison des thèses révisionnistes racistes.

Le ministre de l'Education nationale vient, après l'horreur des événements de Carpentras, de décider une Journée Nationale contre le racisme la semaine prochaine. C'est positif, mais cela ne suffit pas. C'est quotidiennement et non pas de façon rituelle comme au cours d'une cérémonie, qu'il faut éduquer à l'antiracisme. Il faut le faire à partir des préoccupations des jeunes, de leurs aspirations, de leurs curiosités, de leurs intérêts, de leurs attentes: c'est à partir de la vie et de l'actualité qu'il faut trouver les chemins de cette éducation indispensable.

Je voudrais insister aussi sur la nécessité de combattre, dans les établissements scolaires et dans les médias, les idées reçues et les préjugés. Au lieu de la complaisance actuelle de nombreux médias envers les thèses lepénistes, il y a urgence à rétablir un certain nombre de vérités bonnes à dire. Sans nier la complexité de certaines questions, comme le faisait remarquer le journaliste de *Témoignage chrétien*, il n'en reste pas moins qu'on ne dit pas assez souvent:

- que si les travailleurs immigrés coûtent à la France et aux Français, c'est dans un seul domaine: celui des accidents du travail! 1 000 morts par an, dont 50% d'immigrés;  
- le ralentissement du "développement" dans les pays du Tiers-Monde dans les années 80, c'est 6 millions d'emplois en moins en Europe occidentale et en Amérique du Nord (rapport de l'UNICEF).  
Sans confondre immigration et racisme qui sont effectivement des problèmes qui ne se recoupent que partiellement, il n'en reste pas moins que la question de l'immigration est systématiquement présentée sous un

angle négatif, même si c'est une vraie question. Il faut dire et redire que l'immigration c'est aussi un apport positif au patrimoine de notre pays. L'immigration fait partie du patrimoine historique, économique, culturel de notre pays.

Par exemple, chaque période d'expansion économique en France a nécessité un afflux massif de travailleurs immigrés. La France ne serait jamais devenue un pays développé, l'un des 7 pays les plus riches du monde (même si en son sein les inégalités s'y creussent), elle n'aurait jamais réussi ses révolutions industrielles sans ces vagues successives d'immigration.

Sur le plan culturel, là aussi, l'apport de l'immigration est très riche. Pas seulement en artistes et écrivains de renom, l'apport s'est traduit par un plus qualitatif: le renouvellement des genres littéraires et artistiques. Exemples:

- le renouveau de la littérature et particulièrement du roman avec E. Zola au XIXème siècle;

- celui de la musique avec Honegger, Stravinsky;

- celui de la peinture avec Chagall, avec Picasso;

- celui de la poésie avec G. Apollinaire: c'est également vrai dans le domaine sportif (M. Platini, J. Tigana, R. Kopa, Noah...)

Je voudrais aussi m'inscrire dans le débat sur les médias à propos de la question du foulard à l'école. Simple pour faire remarquer que le tapage médiatique organisé sur ce sujet a surtout servi:

- à créer de fait les conditions favorables au développement de campagnes qui ont alimenté tous les intégrismes, tous les racismes, l'intolérance, le dénigrement du Service Public d'Enseignement. De fait, c'est juste après ce tapage médiatique et les tergiversations du ministre L. Jospin qu'un député du Front national (le premier) a été élu à Dreux.

- à occulter le vrai débat sur l'école dont on sait le rôle important pour l'intégration. La question centrale à ce sujet est bien celle de l'accès de tous les jeunes, quelles que soient leurs origines, leurs religions, leurs philosophies, leurs situations sociales, à des formations de qualité leur permettant, par l'esprit critique, d'intervenir sur leur propre destin, comme sur celui de la société dans laquelle ils vivent.

Permettez-moi d'ajouter une dernière considération, cette fois personnelle, par rapport au débat d'aujourd'hui et à la nécessité de développer l'éducation civique des jeunes. Il est clair que la crise sociale et morale de notre société (auto-amnistie d'hommes politiques, vent d'affairisme débridé, promesses non tenues, société de plus en plus duale (à deux vitesses) où la concurrence doit gagner même le système éducatif, etc...), tout cela n'aide pas les enseignants à faire de l'éducation civique auprès des jeunes.

Alain Baucharel,  
secrétaire départemental de la FEN

#### R E M E R C I E M E N T S

Le MRAP remercie chaleureusement outre les personnes dont les interventions sont reproduites dans ce dossier, les représentants des partis politiques (PS, PCF, LCR, les Verts), des syndicats et associations qui sont venus témoigner lors de ces Six heures ou qui se sont excusés.

Michel Noir, Claude Cheysson et Claude Mauriac ainsi que Marie-Josée Chombart de Lowe, Alain Rollat, Béatrice Giblin, Christian de Brie, n'ont pas pu faire le déplacement pour raison de calendrier mais nous ont fait parvenir des messages de solidarité. Ou'ils soient remerciés pour cet encouragement à combattre tous les racismes.

Nos salutations également à Pat, dessinateur qui est venu exposé ses talentueux travaux.

## POUR UN REEL PLURALISME

**Une thèse est souvent évoquée: les médias portent une lourde responsabilité dans la promotion de Le Pen et les succès du FN. La question est plus complexe; elle nécessite de mettre en rapport les faits du réel et les tendances lourdes de la logique médiatique.**

Il me semble clair que les perversions actuelles du système médiatique, en particulier de l'explosion télévisuelle, ont été, et sont, parfaitement maîtrisées et utilisées par Le Pen. La logique marchande et de profit, telle qu'elle s'est progressivement développée, la course à l'audience et aux recettes publicitaires, ont accentué les phénomènes de personnalisation, de recherche du scoop ou de la petite phrase, ont amené à privilégier l'instantané, l'immédiat et l'émotif au détriment de ce qui est réfléchi et rationnel, de ce qui appartient à la durée. Nul doute que le talent personnel de tribun polémiste et d'orateur populiste, chariant l'émotif et l'irrationnel de Le Pen s'y est bien intégré. Il sait, on l'a encore vu mercredi soir, se servir des règles du jeu tout en les transgressant allègrement, utiliser les journalistes pour se faire légitimer, jouer en permanence du système pour banaliser ses idées, les faire passer pour des opinions, alors qu'elles sont bien souvent délictuelles. De ce point de vu, ce qui a souvent été considéré comme des dérapages linguistiques de "Durafour-crématoire" au "détail" en passant par "l'internationale juive", s'est en fait intégré au contenu global du Front national. Rien ne serait plus dangereux que de continuer à le sous-estimer, comme cela a été le cas ces dernières années pour la majeure partie du mouvement populaire. L'Institut de formation nationale du FN a opéré tout un travail, que l'on pourrait quasi qualifier de "scientifique" sur le langage, dont *Le Monde* rendait compte le 10 mai, visant à substituer aux termes habituels un vocabulaire symbolique. Et la motion adoptée par le congrès de Nice du FN début avril précisait qu'"en fonction de la représentation que l'opinion publique se fait du FN, celui-ci progresse ou stagne. Il doit mettre progressivement en œuvre les nouvelles techniques du marketing politique, sans tomber dans les excès que ce dernier engendre, construire son image de marque à partir de ce qui l'identifie de façon positive dans l'opinion publique". Et ne négligeons pas l'important travail d'implantation développé dans le milieu étudiant, auprès des universitaires et intellectuels, dont rend compte la création de son "conseil scientifique".

Pour autant, je crois que l'on aurait tort de limiter à cela l'analyse du phénomène. Si le système des médias a joué un rôle d'amplificateur, ce n'est pas lui qui a créé Le Pen, mais la société française, ses mutations, ses tensions, ses contradictions, ses craintes, ses angoisses, ses peurs. Si la question de l'immigration en a constitué la toile de fond, elle n'est finalement que le

révélateur de problèmes d'une toute autre ampleur, concernant le chômage, les inégalités, les zones de pauvreté, l'exclusion et la marginalisation sociale, le point focal de mécontentements, d'exaspérations, de désarrois quant à l'avenir de la société française, son identité, son intégration dans l'Europe. En parallèle, convergeaient les déceptions provenant de l'exercice du pouvoir par la gauche, la réduction des capacités d'encadrement social du Parti communiste, la crise du militantisme, les atterrissements et complaisances de la droite classique à l'égard de Le Pen et, plus généralement, une perte de confiance vis-à-vis de la représentation politique et la crise des modèles alternatifs.

Le Front national est parvenu à la fois à exprimer la radicalisation politique d'une fraction de l'électorat conservateur et à faire passer son message d'ordre, d'exclusion et de rejet de l'immigré comme une issue pour une partie de l'électorat populaire déboussolé; il est capable de faire rêver les Français en leur proposant une solution miracle, porteur d'un projet sans doute simple, démagogue et xénophobe, mais global, au chômage, à la délinquance, au mal-vivre et au mal-être. Seule cette conjonction de facteurs permet de rendre compte des succès du Front national. La présence dans les médias, la complaisance même de certains de ceux-ci ne sont qu'un des aspects. Rappelons ici que les 11% de Le Pen en mars 1983 dans le 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris, les 17% de Stirbois ici même en septembre 1983, sont antérieurs à la première *Heure de Vérité*. Et lors des présidentielles de 1988, les passages à la même émission de Pierre Juquin ou d'Antoine Waechter n'ont pas eu les mêmes effets.

### LA CONTRIBUTION DE TMOIGNAGE CHRETIEN

En novembre 1987, puis en février 1989, *Témoignage chrétien* apporta une contribution spécifique en dévoilant la toile d'araignée patiemment tissée dans le secteur des médias par des catholiques de droite, à la lisière de l'extrême droite. Il s'agit des activités du groupe Ampère, via le holding *Médias-participations*, dirigé dans les faits par Rémy Montagne, avocat, ancien maire de Louviers, ancien secrétaire d'Etat à l'action sociale dans le gouvernement de Raymond Barre. Tour à tour ces dernières années, il a racheté les *Editions Fleurus*, la société belge du *Lombard Dargaud-Editeur*, s'est implanté dans l'audiovisuel avec *Télé-famille-renouveau* lors de la privatisation de TFI et *Mame audio-védo*; il ne contrôlait pas moins de 29 sociétés belges et françaises début 1989, avec des participations de François Michelin, dont Rémy Montagne est le beau-frère, et du PDG du groupe d'assurances Axa, "manager de l'année 1988", Claude Bébér. Il a ainsi la main sur *La France catholique*, *Famille chrétienne*, *Pilote*, *Tintinreporter*, *Rustica*, 40% de la production francophone de bandes dessinées, plus de 50% de l'édition religieuse française et belge. Prétendant "servir l'Eglise, son souverain Pontife et ses évêques", le groupe Ampère veut en particulier propager la pensée de Jean-Paul II, "dont les orientations conservatrices paraîtraient à une partie de son entourage mal relayée par les médias français", tant "les médias, en général, n'accordent qu'un intérêt limité et superfi-

ciel (quand il n'est pas persifleur) à tout ce qui concerne Dieu, l'Eglise, la famille, les valeurs chrétiennes...". On ne saurait identifier directement cette entreprise de "restauration" à l'extrême droite, mais les possibilités de rencontres voire de connivences ne sauraient être négligées.

### POUR UN REEL PLURALISME DES MEDIAS

Ces éléments d'analyse étant posés, comment traiter correctement de la réponse à apporter à l'offensive de l'extrême droite et dégager les conditions d'une contre-offensive? Là encore, on ne saurait traiter de la question des médias indépendamment des autres aspects qui sont à la racine de l'émergence de l'extrême droite. L'expérience des dernières années montre qu'il n'y a pas de réponse simple et unique: ni les dénonciations idéologiques en référence aux crimes du passé, ni les batailles juridiques, ni les invocations d'un "Front républicain", ni les mobilisations anti-racistes, ni les batailles de terrain dans les quartiers pour répondre aux aspirations et revendications des populations, ne sauraient suffire, chacune prise isolément.

Seule une intervention déterminée, large, plurielle et coordonnée de l'ensemble des acteurs des mouvements sociaux, syndicaux et associatifs, dans la diversité de leurs expériences et aspirations, porteuse d'améliorations des conditions de travail et de vie, comme de réponses aux interrogations et désarrois populaires, est à même d'infléchir les dérives actuelles. Bien situées dans ce cadre, des initiatives sont à mener dans le domaine des médias. D'une part pour révéler et faire apparaître toutes les tentatives de présence et d'infiltration de l'extrême droite dans les médias, les liaisons qu'elle établit, les positions qu'elle conquiert. D'autre part, pour réagir à la propagande qu'elle déverse lors de chacune de ses participations dans les médias. Au point où en est aujourd'hui l'influence du Front national, je ne suis pas sûr qu'il faille fixer comme objectif d'empêcher cette participation, tant cela permettrait à Le Pen de se présenter comme martyr et démocrate, tant cela risquerait d'être incompris par de larges fractions de l'opinion. D'autant qu'il faudrait être capable de définir, de manière objective, les critères de cette censure...

Il me semble préférable de se battre pour un réel pluralisme des médias, permettant aux acteurs des mouvements sociaux d'exprimer les situations, les aspirations, les combats qu'ils portent, donnant un véritable droit de réponse à ceux qui sont victimes des attaques explicites ou implicites de l'extrême droite. Cela pourrait impliquer la création d'un Comité de vigilance assurant un contrôle des médias, recensant chaque intervention directe ou indirecte de l'extrême droite, pas seulement lors des émissions d'information, et exigeant que réponse leur soit apportée. C'est, me semble-t-il, sur ce terrain même du pluralisme et de la démocratie qu'il faut réunir les conditions d'une contre-offensive efficace et donc de masse, face aux dangers croissants que fait peser l'extrême droite dans notre pays.

Pierre Bauby,  
collaborateur de *Témoignage chrétien*

## UNE STRATEGIE DE LA COMMUNICATION

**L'extrême droite multiplie ses publications de presse, se prépare à conquérir l'audiovisuel, invente un contre-discours destiné à investir les mots d'un sens "lepénien". Pas d'alarmisme, mais le danger est réel.**

Il existe en France plus de deux cents titres liés à l'extrême droite: nationalistes, nationaux, nationaux-socialistes, royalistes, catholiques intégristes, traditionnalistes, néo-droitistes, et j'en passe. Ce chiffre est évidemment important bien que relatif. L'effet de masse vient avant tout des nombreux petits fanzines édités çà et là à destination de clientèles locales ou ciblées.

On peut clairement distinguer trois niveaux dans la presse d'extrême droite: la grande presse, diffusée par les NMPP, les revues à caractère intellectuel, et les fanzines.

### LA GRANDE PRESSE

Les différents "grands" médias d'extrême droite soutiennent à peu près tous le Front national. Mais chacun sait que de nombreuses sensibilités s'expriment au sein du parti lepéniste. La presse s'en ressent.

Le seul quotidien d'extrême droite est *Présent*. Il est animé par Jean Madiran et Pierre Durand. Il s'est distingué depuis l'attentat de Carpentras par sa violence de ton. *Présent* est largement dominé par la sensibilité catholique intégriste. Précisons qu'il s'agit du courant catholique qui n'a pas rompu avec Rome.

Suivent quatre hebdomadaires. *National-Hebdo* est dirigé par Roland Gaucher. C'est un peu la voix de la vieille garde frontiste. François Brigneau y écrit régulièrement et on perçoit souvent une sympathie pour les thèses "révisionnistes". *Minute* est actuellement mené par Serge de Beketch, militant du Front et autre représentant de cette sensibilité nationaliste qui a vécu tous les combats de l'extrême droite. *Minute* soutient le FN, mais le responsable de la rubrique "télé" n'est autre que Nicolas Bonnal, membre du GUD et participant à ce titre à la fameuse émission "Ciel mon mardi" du 6 février dernier. *Rivarol* cible une clientèle plus dure. Expression de "l'opposition nationale et européenne", il se distingue par sa violence, son soutien aux thèses révisionnistes, et son caractère extrémiste. *Aspects de la France* est l'organe royaliste de la Restauration nationale. Il soutient Le Pen de façon tactique, refuse la démocratie et le suffrage universel.

Bimensuel, *Monde et Vie* défend activement la cause catholique intégriste, tendance Monseigneur Lefebvre. Mensuel, *Le Choc du Mois* a récemment connu une grave crise interne. Repris par l'ancien SS de la Division Charlemagne, Christian de la Mazière, il semble également dominé par la sensibilité maurassienne. Un autre mensuel peut être classé à l'extrême-droite par Alain Guionnet, *Révision* se définit comme un "mensuel anti-juif", et publie en feuilleton le célèbre faux antisémite "Protocoles des Sages de Sion". Sans commentaire.

### REVUES DOCTRINALES

Une des obsessions actuelles de l'extrême-droite est de conquérir par tous les moyens le champ culturel. Plusieurs revues s'y attèlent. *Identité* représente la voix de l'Institut de Formation Nationale. Cette revue est publiée par le Front national. Elle est animée par le fameux "Conseil scientifique" du parti de Le Pen.

*Eléments* est l'organe du GRECE, c'est-à-dire de la Nouvelle Droite, en relative perte de vitesse. Elle continue néanmoins ses activités, et n'a pas suspendu la parution de son épaisse revue annuelle: *Nouvelle Ecole*. Mais son principal animateur, Alain de Benoist, a quitté le GRECE. Il anime en solitaire *Krisis*, qui défend peu ou prou les thèses grécistes, mais sans l'encombrant label d'extrême droite: y collaborent des auteurs qui n'appartiennent pas à l'extrême droite.

*Troisième Voie* est la revue théorique du mouvement du même nom, avec une sensibilité anti-capitaliste, et socialiste nationale. Des militants de *Troisième Voie* éditent aussi la *Revue d'Histoire du Nationalisme Révolutionnaire*.

### LES FANZINES

Il s'agit d'une masse de petits journaux, qui forment de solides réseaux à travers la France. Citons au hasard le Bras Tendu, le Tonnerre, Tribune Nationaliste, le Soleil, Révolution Européenne, etc. Certains sont diffusés nationalement par le truchement des librairies amies ou de la vente militante. D'autres ratissent une ville ou une profession. Ils se caractérisent en général par leur franchise de ton. On affiche d'avantage la couleur, car on est moins repérable.

Quittons maintenant la presse proprement dite. On recense un peu moins de trente maisons d'éditions. Les plus connues sont Albatros, Avalon, Ulysse, La Table Ronde, Pardès ou Fideliter. Précisons que les éditions de la Table Ronde ont été reprises par un célèbre adepte de la Nouvelle Droite, Alain Lefebvre. Elles se proposent aujourd'hui de faire découvrir une nouvelle génération de "cadets" littéraires. L'extrême droite continue ainsi son travail de pénétration du champ culturel et artistique.

Les livres nationalistes sont souvent diffusés par correspondance. On les trouve aussi dans les nombreuses librairies sœurs. Rien qu'à Paris, on compte actuellement six librairies d'extrême droite.

Même l'univers discographique est touché. On connaît la fameuse maison de disques de Le Pen, la SERP, qui publie depuis longtemps des documents historiques. Il faut aussi parler maintenant des Rebellés Européens. Ce label cible une clientèle jeune, sensible au rock et à la musique skinhead. Son catalogue est important et éloquent. Il inclut des chants nazis

## APPEL DE DREUX

**POUR UN FRONT SOLIDAIRE CONTRE TOUS LES RACISMES**

Depuis 1983, DREUX est devenu le regrettable symbole de l'enracinement social et politique de l'extrême droite. Sa montée, hélas contagieuse, se confirme d'élections en élections. S'agit-il de la misère, du désarroi, de la mort, de la vie, des mutations sociales, économiques, politiques que subit le monde d'aujourd'hui, le Front National n'hésite pas à faire de ces déchirements son fonds de commerce.

Ainsi l'extrême droite toute entière et Le Pen en tête vouent les immigrés comme naguère les Juifs au rôle douloureux de boucs-émissaire. Lourde est la responsabilité de ceux qui par clientélisme électoral ou par démission politique favorisent cette "résistible ascension".

Les comportements racistes nourris de préjugés xénophobes et antisémites se multiplient dans la spirale infernale de la violence. Ainsi, s'instaure un climat d'intimidation menaçant les libertés de tous. La démocratie n'est plus à l'abri de menaces ouvertement formulées.

Quarante ans après la victoire sur le nazisme, les forfaits horribles de la Deuxième Guerre mondiale sont édulcorés, voire niés. L'horreur a atteint un degré supplémentaire le 10 mai lors de la profanation du cimetière juif de Carpentras, succédant aux agressions et attentats meurtriers contre d'autres communautés. L'arbitraire et la haine sont hélas contagieux et conduisent à des catastrophes irréversibles. Oui, le racisme mène au fascisme.

Il faut opposer aux mensonges et à l'exclusion des racistes les valeurs de civilisations. La force de la vérité doit triompher de la haine et de la démagogie. Tout autant, il convient de réduire les zones de détresse sociale sur lesquelles fleurissent les différentes formes de racisme. Logement, école, emploi, doivent conduire à l'inclusion et à la promotion d'une vie plus digne, plus juste. Ouvrons à tous les chemins du nécessaire combat antiraciste, y compris à ceux qui, troupés, peuvent être détrompés.

Le MRAP appelle au rassemblement de tous, individuels ou collectifs, dans le respect et la diversité des opinions, des origines et des options de toutes natures, en un front solidaire de lutte contre tous les racismes.

Dans cet esprit, le MRAP organisera des initiatives dans les principales villes de France. Pour soutenir cet appel (signature et/ou contribution financière) s'adresser d'urgence au MRAP. N° compte chèque postal: 300415 (établissement) 00001 (guichet) 1482585L020 (compte) 73 (clé).

et des tee-shirts avec swastika.

Avec l'avènement des radios libres, plusieurs stations se réclament de la droite dure. La plus connue est Radio Courtoisie, de Paris. Au départ, il s'agit d'une station strictement culturelle. Une sorte de France Culture de droite. Mais Radio Courtoisie est aussi une antenne politique, qui reçoit régulièrement Serge de Becketch, du FN, ou Jean-Gilles Malliarakis, de Troisième Voie. Présente uniquement sur Paris, Radio Courtoisie a déposé des demandes de fréquences dans plusieurs villes de France, en vue de constituer un réseau. Basée à Grez-sur-Loing et arrosant la région de Fontainebleau, Radio Renaissance semble assez proche de l'Œuvre française. Elle a reçu sur son antenne Robert Faurisson, et diffuse aujourd'hui une cassette de l'entretien.

Signalons à Romans l'existence de France Radio Télé. Il s'agit notamment d'un projet de chaîne télé par câble. L'extrême droite veut aussi être présente sur le câble. Le Front national a par ailleurs créé une cellule audiovisuelle, qui édite chaque mois un journal télé en vidéo-cassette: "National-Vidéo".

Même les ordinateurs sont touchés par le virus. Venus d'Angleterre, des jeux vidéo ouvertement néo-nazis font leur apparition dans toute l'Europe, et même en France. Mais il s'agit encore ici d'un phénomène marginal.

## LE COMMUNICATION DE L'EXTRÊME DROITE

La stratégie de communication de l'extrême droite semble basée sur un mouvement dialectique assez simple :

1) On diabolise les grands médias. Pas un jour, pas une semaine sans que les journaux droitistes ne s'en prennent aux journalistes ou aux chaînes de télé. Le sympathisant nationaliste est sans cesse convaincu que la grande presse ment. Le mensonge n'est pas gratuit. Il relèverait d'un complot visant à exclure Le Pen du jeu politique. Pourquoi cette "hargne médiatique"? Tout simplement parce que Le Pen viendrait perturber le jeu tranquille et ronronnant des grands partis traditionnels.

2) Parallèlement à la diabolisation, le FN n'a de cesse d'occuper le terrain médiatique. Celui-là même qu'il attaque continuellement. Le Pen et ses lieutenants multiplient meetings, congrès, fêtes et "petites phrases". Qu'importe l'appréciation des journalistes. Pour le Front, il vaut mieux un mauvais papier que pas de papier du tout. Dites du mal, mais parlez de nous : tel est le credo du staff de communication lepéniste. La presse d'extrême droite se charge de rectifier le tir auprès des sympathisants. Le résultat escompté est le suivant : on

**Lorsque les nazis ont emmené les communistes, je me suis tu, je n'étais pas communiste.**

**Lorsqu'ils ont enfermé les sociaux-démocrates, je me suis tu, je n'étais pas un social-démocrate.**

**Lorsqu'ils ont emmené les juifs,**

**je n'ai pas protesté, je n'étais pas juif.**

**Lorsqu'ils ont emmené les catholiques,**

**je n'ai pas protesté, je n'étais pas catholique.**

**Lorsqu'ils sont venus me chercher,**

**il n'y avait plus personne pour protester.**

**Pasteur Martin Niemöller**

explique que Le Pen est une star, un présidentiable, puisqu'il fait l'actualité. Mais en même temps, la presse "du système" ment continuellement sur lui. Il ne faut donc jamais la croire.

Le fait est là, l'extrême droite a aujourd'hui appris la communication. Pragmatique de bout en bout, elle est toujours prête à récupérer, et à retourner, les thèmes de l'adversaire. Un exemple : en février 1989, Jean-Marie Le Pen est invité de Radio Courtoisie. Il y prononce cette phrase stupéfiante : "La société de consommation est en train d'émasculer la vie". Où l'on voit un leader droitiste reprendre sans sourciller un vocabulaire soixante-huitard aux connotations libertaires. On trouve la même tendance dans la lutte contre l'anti-racisme. Pour le quotidien *Présent*, le MRAP est l'ennemi principal. Pour le combattre, l'extrême droite veut se placer sur le même terrain. Elle a donc créée l'AGRIF, qui est un MRAP à l'envers. L'AGRIF lutte "contre le racisme anti-français". Elle tente de retourner la dialectique anti-raciste en développant un anti-anti-racisme. l'argument est simple. L'AGRIF estime que les Français ne sont pas protégés contre les agressions commises par les étrangers. D'où l'AGRIF.

Le Front national va encore plus loin dans sa tentative

de domination idéologique et de retournement dialectique. Un texte récent de l'Institut de Formation Nationale (qui dépend du FN) a récemment publié un texte étonnant, aux références orwelliennes, qui ciselle une sorte de "Novlangue" à l'intention des militants. Voici une liste impressionnante de mots substitués. Le premier est celui qui ne doit plus être employé dans les discussions. Le second est le "bon" :

les masses/les peuples

les classes/les catégories socio-professionnelles

les luttes/le combat

le sens de l'histoire/les aléas de l'histoire

les patrons/les employeurs

les possédants/les propriétaires

mouvements de libération/ mouvements terroristes

universalisme/cosmopolitisme

mondialisme/égalitéisme

administration/bureaucratie

société/communauté

Le texte précise qu'il s'agit de "proscrire les mots appartenant à l'idéologie marxiste, [et] les mots appartenant à l'idéologie des droits de l'homme". Le militant nationaliste doit parler ce "lepénien", nouveau langage de l'extrême droite. Pas si nouveau que ça...

Les mouvements nationalistes en France sentent qu'ils ont le vent en poupe. Ils tentent de former une génération de cadres politiques. Mais leur but ultime est sans aucun doute de créer une "culture de droite". Pour ce faire, ils tentent de passer par l'expérience de la "contre-culture". Souvenez-vous. Dans les années 70, on a vu fleurir une contre-culture soixante-huitarde, qui disséminait des idées et une vision de gauche. L'extrême droite est en train de mettre en place un dispositif exactement inverse. Là est le nerf de la communication de l'extrême droite. On vise le terrain culturel. Attention ! Pas question de tomber dans l'alarmisme. Cette contre-culture nationaliste n'est encore qu'un phénomène souterrain. Mais il faut y prendre garde. Beaucoup de combats ont été perdus. Il serait dommage de perdre celui-ci.

**Christophe Bourseiller \***

\*Acteur et écrivain. A fait paraître "Ennemis du système" (Ed. Laffont) et prépare un autre livre, sur la montée de l'extrême droite en France (Ed. François Bourrin).

## B I L A N

**Si pour le MRAP national, nos "Six heures contre l'extrême droite" ont été occultées par l'horreur de Carpentras, pour notre comité local, le bilan est unanimement estimé comme positif.**

**Pour les partis politiques et les syndicats qui ont soutenu notre initiative, pour les nombreux militants associatifs, les analyses et les échanges de points de vue font désormais référence, participent à la reconquête d'un terrain travaillé par les thèses du Front national, pour l'affirmation et l'enrichissement de nos valeurs humanistes et démocratiques.**

**Simon Maudry  
Comité local MRAP Dreux**

## L I V R E S

### ■ IDEES VECUES, par Albert Jacquard.

Comment un "bon élève" que tout éloignait de la vie publique peut-il devenir un homme "engagé". C'est ce que relate l'auteur, généticien de renommée mondiale, dans ce livre écrit avec la participation d'un journaliste, Hélène Amblard. Fait décisif : la réfutation scientifique des thèses de la "Nouvelle Droite" le place en position de combat contre le racisme. Puis, il rencontre le MRAP et pour la première fois "descend dans la rue", après l'attentat de la rue Copernic. Au-delà de l'expérience personnelle, une réflexion tonique et convaincante. A lire et à faire lire. (Ed. Gallimard)

### ■ LE BOSPHORE A LA ROQUETTE,

par Annie Benveniste.

C'est par le Bosphore que des milliers de juifs ont quitté la Turquie avant la guerre de 1914-1918. A Paris, beaucoup se sont retrouvés dans le quartier de la Roquette (1<sup>e</sup> arrondissement) et plus précisément dans un restaurant nommé opportunément "Le Bosphore". Sociologue et chargée de cours à l'université de Paris VIII, A. Benveniste, après enquête sur le terrain, décrit en détail cette communauté sépharade parlant le judéo-espagnol, sa vie économique, sociale, religieuse. (L'Harmattan)

### ■ LES JUIFS DE FRANCE ET LEURS RELATIONS AVEC ISRAEL (1945-1948), par Doris Bensimon.

Une description rapide mais complète sur la composition actuelle et l'organisation de la judaïcité française, depuis l'implantation très ancienne (comme à Carpentras) jusqu'à la grande mutation liée à l'afflux des juifs d'Afrique du Nord, en passant par les immigrations d'Europe orientale et la tragique hémorragie de l'époque hitlérienne.

Cet ouvrage de D. Bensimon, sociologue qui fait autorité en la matière, met l'accent sur une diversité sociale, politique, idéologique, d'où il ressort que "les juifs" sont loin de constituer le bloc homogène érigé en épouvantail par la propagande antisémite. En ce qui concerne les attitudes vis-à-vis d'Israël, l'auteur semble tenté de les réduire à une opposition entre le soutien plus ou moins inconditionnel et un "antisionisme" agressif, le premier caractérisant une authentique appartenance juive, l'autre conduisant à la mettre en doute. (Ed. L'Harmattan).

## RIMBAUD AU YEMEN

**"Rambo, Rambo", criaient les gamins d'Aden sur le passage des participants aux rencontres poétiques franco-arabes "Rimbaud à Aden", du fait d'une fantaisie vocalique dans la translittération du nom de notre poète, qui n'a pas manqué de faire naître quelque ambiguïté sur le héros du jour.**

La capitale sud-yéménite avait organisé, avec l'Institut du Monde Arabe et le mécénat culturel d'Air France (1), sous l'impulsion du poète et diplomate sud-yéménite Chawqi Abdelamir, cette célébration, en préfiguration à l'exposition très inédite que l'IMA prépare pour déc.90-janv.91 (2) à Paris, afin de commémorer les séjours et les allers-retours sur près de 10 ans du poète météorite à Aden. Insolite, Aden, avec ses deux grandes composantes, distantes de plusieurs kilomètres, de Crater et de Tawahi, ex-Steamer-Point, l'est à plus d'un titre par son aspect et l'atmosphère qui y règne : plus qu'une cité arabo-islamique traditionnelle, c'est tout un mode de vie cosmopolite enfoui sur la route des Indes et face à l'Afrique et à ses trafics possibles, qu'elle évoque avant tout. Des effluves indiennes, indonésiennes et africaines subsistent dans les démarches, les vêtements, la musique et les plats. Un vent de romantisme a soufflé avec Rimbaud sur Aden, acquise à un certain nombre de valeurs individuelles et égalitaires, face à un arrière-pays resté traditionnellement attaché à l'Islam des origines, comme le Hadra-

maout qui perpétue une étonnante et somptueuse civilisation de tribus sédentarisées et urbanisées dans ses splendides "gratte-ciels" de terre aux marges du désert, la capitale bruisant de l'unité avec la sœur du nord, lancée dans la libre-entreprise mais encore assez étroitement dépendante de clivages tribaux qui remontent à l'aube de l'Islam.

### JE SUIS UN PIETON !

Cette position "avant-gardiste", Aden l'assumait déjà du temps de Rimbaud (3), car l'ouverture du canal de Suez en 1869 avait donné un essor considérable à cette colonie britannique (depuis 1839), entre les Indes britanniques, la Corne de l'Afrique et la Mer Rouge. Pendant 10 ans, entre 1880 et 1891, Rimbaud, commerçant dans le Harar éthiopien, y effectua quatre séjours et deux passages, pour y retrouver la "civilisation" : l'"Hôtel de l'Univers", la presse et le courrier acheminés par les Messageries Maritimes, les cafés, les médecins... et les intrigues d'un centre bourdonnant des intrigues impérialistes contradictoires : françaises (Djibouti), italiennes (Somalie, Erythrée) et anglaises. C'est dans le "quartier marseillais" de Crater, que le poète faisait commerce de "bunn" (café), puis des armes et peut-être d'autres commerces moins avouables. Il s'y maria brièvement avec une Abyssine chrétienne (3), "qui fume et ne parle pas", lui non plus d'ailleurs, dans leurs errances nocturnes à travers la ville endormie.

"Rimbaud d'Arabie" ? Certes non, car pour lui qui disait "Je suis un piéton, rien de plus", qui marcha de Charleville à Paris, au Cap Nord, qui bourlingua de Chypre aux Indes et jusqu'aux "terres in-

connues" de l'Abyssinie, Aden, "le roc affreux", où il voulait "vivre horriblement", mais où cependant il désirait être enterré lorsque la gangrène le rongeaient inexorablement, représentait, dans sa quête éperdue des "cités merveilleuses" qu'il savait ne jamais devoir atteindre, une halte qui ne pouvait se matérialiser

### DIFFUSEZ DIFFERENCES

Le prochain numéro spécial consacré à l'apport des immigrants au patrimoine français paraîtra en septembre. Les meilleurs spécialistes y traitent des notions les plus controversées, d'une manière résolument novatrice et vivante. Reportages, portraits, analyses, repères : un outil d'actualité. Abonnez vos amis, aidez à sa diffusion.

dans aucune géographie ni civilisation précises. Ce carrefour, "innocent" en quelque sorte, rimbaldien par excellence par son immatériabilité, malgré les activités marchandes bien terre à terre qu'il y menait, était aussi le lieu où ce rebelle à toute institution pouvait assouvir un certain nombre de passions condamnées par l'Europe bourgeoise de Victoria ou de la II<sup>e</sup> République.

### DE CHARLEVILLE A ADEN

Les poètes arabes et français présents à ces rencontres, après une passionnante enquête littéraire-topographique dans les rues surchauffées de la ville, dirigée par Alain Borer (3), le meilleur connaisseur du poète, ont réussi à localiser l'entrepôt à galerie (aujourd'hui Chambre de Commerce) exact où Rimbaud travaillait : ensemble, ils ont apposé une plaque commémorative en arabe et en français sur les murs décrépis de l'ancienne "maison Bardet", un des seuls points d'ancrage de l'"homme aux semelles de vent", hommage un peu surréaliste à l'enfant de Charleville arrivé là à la fin de son bref et fulgurant passage dans la société des hommes.

**Yves Thoraval**

(1) Air France est la seule compagnie aérienne occidentale qui desserve directement une fois par semaine la capitale sud-yéménite.

(2) Nous reviendrons en décembre sur l'étonnante exposition-parcours olfactive, visuelle et poétique que prépare l'Institut du Monde Arabe sur "Rimbaud à Aden".

(3) Il faut lire l'un des plus brillants essais de ces dernières années, modèle de l'analyse d'une "œuvre-vie", et qui se dévore comme un érudit roman d'aventures, dû à Alain Borer : Rimbaud en Abyssinie (Le Seuil).

CRÉATIONS EXCLUSIVES GOTTEX

**HENRI DANIEL**

VILLE PLAGE COCKTAIL . SOIR

25, Bd POISSONNIERE - PARIS-2<sup>e</sup> - TÉL. 42 36 52 53

# AFFAIRE NOTIN : AU NOM DE L'ETHIQUE

**Les négateurs des crimes nazis gagnent du terrain. Le MRAP refuse la confusion provoquée par Me Collard.**

Bernard Notin avait été suspendu de son poste d'enseignement à l'Université Lyon III pour avoir signé dans la revue *Economies et sociétés* un article "scandaleusement antisémite et fort peu scientifique", selon l'expression de François Kourilsky, directeur général du CNRS. Nous ne reviendrons pas ici sur le danger d'amnésie collective que représentent ceux que Pierre Vidal-Naquet appelle les "négateurs" (*Différences* n°100, "L'extrême droite en face"), ni sur leurs méthodes et leurs objectifs. Il faut simplement rappeler que le "révisionnisme" gagne du terrain. Ainsi, selon un sondage effectué auprès des personnes âgées de moins de 45 ans, par

SCP Communication à l'occasion d'un colloque intitulé "Les échos de la mémoire", les dégâts causés par le "révisionnisme" sont déjà graves : "Pour 34% des adultes au total - la proportion tombe de moitié chez les lycéens et étudiants et à 9% chez les élèves des grandes écoles - l'utilisation des chambres à gaz ne constitue pas un fait clairement prouvé. Parmi les 23% qui estiment qu'il s'agit d'un fait qui a eu lieu mais qui n'est pas clairement prouvé, on retrouve des personnes qui ont fourni des réponses erronées aux questions portant sur les autres faits historiques et semblent donc facilement ébranlables faute d'un bagage culturel suffisant. Il n'en est pas de même pour les 10% pour qui le fait n'est pas vraiment prouvé : ceux-là semblent connaître l'histoire d'après leurs autres réponses, et être directement influencés par les élucubrations négationnistes, tout comme, évidem-

ment, le 1% qui croit à "un mensonge" (*Le Monde*, 14.6.90.) Dans ce contexte, et sachant le rôle moteur de l'antisémitisme dans la négation du génocide des juifs, le MRAP n'a pas compris la démarche de maître Gilbert Collard qui a accepté de défendre Notin auprès de la commission d'enquête de l'université Jean Moulin Lyon III chargée de faire le point sur l'état de l'affaire (19 juin). Dans un communiqué, le MRAP notait : "La démarche de maître Collard, qui usurpe à cette occasion le titre de Secrétaire général, ne peut que susciter l'indignation de tous ceux qui, avec le MRAP, sont mobilisés contre

tous les falsificateurs de l'Histoire. Il est normal qu'un accusé bénéficie d'une assistance judiciaire ; mais la décision de maître Collard crée une situation de duplicité et de confusion, très contestable au point de vue de l'éthique et incompatible avec l'action et les objectifs du Mouvement. Une procédure de suspension est engagée par le Secrétariat général auprès des instances dirigeantes du MRAP." Libre à l'avocat marseillais de choisir ses "causes" professionnelles. Le MRAP, pour sa part, continue ses poursuites judiciaires contre Notin pour diffamation à l'encontre de la communauté juive.

## ECOLE : VIVRE LA GUADELOUPE

Désormais les liens sont tissés entre les enfants de l'école Gaston Calmet du Moule (Guadeloupe) et ceux de l'école Télégraphe dans le 20ème arrondissement de Paris. A l'initiative du MRAP et de Daniel Métier, directeur de l'école parisienne, appuyé par l'ANT (Agence nationale d'insertion et promotion des travailleurs d'Outremer), un jumelage s'est réalisé, avec notamment le séjour des Parisiens en Guadeloupe et des Guadeloupéens à Paris. Mireille Maner, secrétaire nationale chargée de l'éducation, raconte quelques moments de la visite des enfants au siège du MRAP les 23 et 30 mai derniers : "Le jumelage avait eu lieu à la suite du passage du cyclone Hugo, les enfants de l'école parisienne ayant entrepris de reconstituer la bibliothèque de l'école détruite du Moule. L'actualité récente que les enfants ont parfaitement présente à l'esprit a servi de point de départ à un débat sur le racisme. On parla de sa montée en France et des circonstances qui ont amené les immigrés à venir travailler en France. On parla de bien d'autres choses encore, de l'Afrique du Sud et de ses lois racistes... En

bref, on se mit d'accord sur le fait qu'enfants et adultes, nous devons tous agir sur le monde qui nous entoure afin d'y apporter les améliorations que nous souhaitons." Pour Daniel Petit et Roland Mérieux qui a coordonné l'initiative en tant que MRAP, "en ces temps de pluralité ethnique que certains voudraient rendre difficiles, nous avons montré que la mise en place d'un projet scolaire - le rééquipement d'une bibliothèque - pouvait amener une société comme celle que constituent une école et son environnement proche, à vivre de façon simple et naturellement humaine des situations qui paraissent insurmontables. On ne peut qu'espérer que l'avenir nous permette de poursuivre notre jumelage avec Gaston Calmet sous des formes d'actions de plus en plus diversifiées et peut-être prouver qu'il n'est pas si difficile de vivre ensemble." Vivre ensemble, c'est le nom du journal scolaire dans lequel les enfants racontent leurs séjours respectifs d'une manière extraordinairement pertinente et instructive.

## N O U V E A U A U M R A P

■ **Arguments pour le droit de vote : un texte de contribution à la campagne nationale et collective "j'y suis, j'y vote" qui réponde aux idées les plus courantes sur la question. Il sera publié dans la prochaine Lettre du secrétariat. Egalement à disposition au siège du Mouvement et auprès des CL qui l'auront demandé.**

■ **Le MRAP, le Syndicat des avocats de France et le Syndicat de la Magistrature ont fait parvenir à l'Attorney General des Etats-Unis une requête en faveur des Noirs et des membres des autres minorités ethniques des Etats-Unis injustement emprisonnés, souvent pour la vie, voire condamnés à mort, à cause de cette appartenance ou de leur action antiraciste, antifasciste, pour les Droits civiques (comme les Indiens ou les Porto-Ricains), sans oublier les Blancs qui sont derrière les barreaux à cause de l'aide qu'ils leur ont fournie. Ce document, coordonné par Robert Pac, fait le point sur le fonctionnement du racisme dans la justice américaine. Au sommaire, notamment : le texte de la pétition signée par les trois organisations, la liste des prisonniers concernés, exposé des violations des Conventions internationales et bases légales de la requête, description d'un pénitencier. Un document irremplaçable sur une réalité trop peu connue (prix : 10 F).**

## ...Le Mrap telex...Le Mrap telex...Le Mrap

■ **Proche-Orient.** C'est avec effroi et indignation, que le MRAP a appris l'assassinat d'ouvriers palestiniens, suivi d'une répression qui s'est soldée par plusieurs morts et des centaines de blessés. Face à cette nouvelle tragédie, le MRAP condamne avec la plus grande vigueur ce massacre. Il exprime son entière solidarité avec le peuple palestinien une nouvelle fois meurtri ainsi qu'avec les organisations pacifistes israéliennes pour lesquelles il est temps de s'engager dans la voie des négociations. Ce drame ne saurait être mis au seul crédit "de fous messianiques" ; il est la traduction directe et logique du climat instauré par une armée d'occupation des territoires et du blocage des négociations. Le MRAP souligne l'urgence de la mise en place d'une conférence internationale avec toutes les parties concernées dans ce conflit, y compris l'OLP, initiative indispensable en la circonstance pour assurer aux pays de la région une paix juste et durable dans des frontières reconnues internationalement. Cete boucherie dicte, si besoin est, l'urgence du retrait des forces militaires des territoires occupés par l'armée israélienne conformément aux résolutions de l'ONU. Il demande instamment au gouvernement français d'intervenir dans ce sens auprès des instances internationales.

■ **Articles antisémites publiés** par le quotidien koweïtien (de langue arabe) "Al Kabas", dans ses éditions parisiennes des 20 et 21 janvier, des 10 et 11 février et du 26 mai. Le MRAP porte plainte contre la publication pour "provocation à la haine raciale", intervenue auprès du ministre de l'Intérieur, et attire l'attention des NMPP, société qui diffuse ce journal (30.5.90).

■ **Le vrai visage de l'exclusion.** Plusieurs dizaines de familles ont comme seul domicile fixe les trottoirs de la capitale. Du Sacré-Cœur à la Place de la Réunion, du 11e au 19e arrondissement, en passant par Epinay-sur-Seine, l'inhumanité, le mépris et l'exclusion sont les seules réponses à ce droit naturel et légitime de vivre sous un toit. Pour tarir ce flot de détresse, il est urgent que des négociations s'engagent entre toutes les parties concernées - élus locaux, offices d'HLM de Paris et de la région parisienne, autorités préfectorales, personnes expulsées - en vue de trouver une solution concertée et concrète pour le relogement immédiat et définitif des familles. (16.6.90).

■ **Double peine.** Après sa conférence de presse du 15 mai 1990, le MRAP lance une vaste campagne d'action pour demander une réglementation très stricte de l'interdiction judiciaire du territoire, constituant une double peine pour les ressortissants étrangers et la suppression de l'article 8 de la loi n°87-1157 du 31 décembre 1987.

■ **Alerte à la loi de 1972.** Lettre envoyée au directeur des journaux officiels protestant contre le titre d'une rubrique intitulée "Nomades et Vagabonds". D'autre part, "trop c'est trop" est le titre donné à une "info" dans le journal de Bondoufle en Essonne. Le maire se plaint que sa ville devienne "la poubelle du San-Evry Ville Nouvelle" : "ces messieurs [gens du voyage] vont continuer de s'approprier des droits qu'ils n'ont pas et prendre des dispositions sur Bondoufle comme pays conquis".

■ **Nouvelles Annales.** Au moment où les *Annales d'Histoires Révisionnistes* cessent de paraître, le MRAP apprend l'imminente parution d'une nouvelle revue révisionniste. A la suite des condamnations, à la requête du MRAP et d'autres associations, ayant frappé les *Annales d'Histoire Révisionniste* et autres écrits similaires, ce changement de dénomination ne représente qu'un subterfuge. Le MRAP demande que les Parquets de France adoptent, face à cette nouvelle menace de propagation des idées révisionnistes, une attitude de particulière vigilance (18.3.90).

■ **Après les morts, les vivants.** A Quimper, plusieurs dizaines de magasins ont été souillés de croix gammées dans la nuit du samedi 12 au dimanche 13 mai, les affiches annonçant le spectacle de Popek maculées d'insanités racistes et antisémites, celles de Farid Chopel recouvertes de tracts du Front national. Le MRAP horrifié par cette nouvelle agression exprime sa sympathie et sa solidarité à la Communauté juive blessée une fois de plus.

■ **Menaces.** Dans une lettre adressée au Secrétaire Général de la Fédération des Œuvres Laïques des Yvelines, le maire de Rosay ose ainsi parler de "nègres, d'arabes turbans et de jaunes safranés" qui menaceraient de métrissage les écoles françaises. Le MRAP a appelé à une manifestation devant la Mairie de Rosay dans les Yvelines le samedi 26 mai et a saisi la justice (25.5.90).

## E C H O S D E S C O M I T E S

■ **BOULOGNE (92).** Rencontre au LEP Henry Farman (Issy-les-Moulineaux) autour du thème "Racisme et antisémitisme" animée par François Prunet et Patrick Schweizer (membres du Conseil national et de la commission Immigration). Autres invités : Kaïssa Titous, et des représentants des Nanas Beur et de la LICRA.

■ **ROUEN.** Débat sur le droit de vote des résidents étrangers aux élections locales. Invités : M. Aounit et Ahmed Lamamra, représentant associé à l'ancien conseil municipal d'Amiens.

■ **AURILLAC.** Fête de l'amitié autour du thème "Tziganes et gens du voyage" (juin).

■ **FEDE MOSELLE.** Rassemblement unitaire contre les crimes racistes à Metz (21 mars). Conférence-débat sur l'extrême droite, par Roger Martin, auteur de deux ouvrages - *Amériikka et Les Skinheads* - à Metz (10 avril). Par l'intermédiaire de son avocat, Maître Bernard Petit, la Fédé s'est portée partie civile dans l'affaire des skinheads qui ont agressé en octobre dernier de jeunes rockers à la sortie d'un concert.

■ **DOUAI.** A l'occasion du 21 mars, les militants ont dressé dans la rue une table de presse et proposaient trois pétitions demandant l'annulation de la dette du tiers-monde, la fin de l'apartheid, la ferme application de la loi de 72.

■ **NICE.** Manifestation unitaire contre la tenue du congrès du FN, avec à l'appui un texte intitulé "4 crimes racistes en une semaine : son discours tue...notre silence aussi". (21 mars)

Excellent travail récapitulatif en 14 pages intitulé "Petit mode d'emploi de la justice en matière de racisme". Ce vademecum précise le rôle des CL quant à la répression du racisme tout en insistant sur la priorité à donner à l'action préventive et éducative, fait un état rapide de la législation antiraciste et analyse les résultats de la jurisprudence dans la région Alpes-Maritimes de 1983 à 1989. Pour tout renseignement, joindre Aloys Carton, auteur de ce précieux document : 93 08 68 79.

■ **MENTON.** Pétition envoyée au Premier ministre demandant la dissolution des groupes racistes (en particulier la FPIP, syndicat policier d'extrême droite et le PNFE, néo-nazi).

■ **MARSEILLE.** En tant que présidente de la fédération des Bouches-du-Rhône, Baya Jurquet coordonne l'organisation (date à fixer très prochaine-

ment) d'une journée d'information pour les enfants palestiniens. Placée sous le thème "Faites que les enfants palestiniens et israéliens puissent grandir en paix", cette initiative aura pour but d'aider à la construction d'une crèche à Hébron (territoires occupés). Plusieurs invités de marque sont attendus : un membre des associations de Hébron chargé du projet, un médecin de Santé Sud qui viendra d'un voyage dans les territoires, un représentant de la Ligue des Droits de l'Enfant de l'UNESCO, un groupe de chanteurs palestiniens. Pour tout contact : MRAP Bouches-du-Rhône, 17A rue du Refuge, 13002 Marseille. Tél. : 91 90 06 22.

■ **VAUCLUSE.** Immigration et insertion fut le thème d'un colloque tenu le 19 mai au Palais des congrès. Participation de 150 personnes ainsi que : France Plus, Repères, AMF, SNAPC, Syndicat de la Magistrature, SNES, des élus et des administrateurs. Objet de cette rencontre introduite par P.M. Danquiny et conclue par M. Aounit : mettre en présence les responsables et les représentants des communautés immigrées concernant : l'habitat, l'école et l'emploi, la justice, la culture. En somme, une continuation locale des Assises nationales pour l'égalité (déc. 89). Les propositions retenues sont à l'étude à la préfecture. Les actes de ce colloque peuvent être commandés (au prix de 50 francs) à : Fédé Vaucluse, Maison IV de Chiffre, 26 rue des Teinturiers, 84000 Avignon. Tél. : 90 86 80 31.

■ **AUBENAS.** Exposition réalisée par Cl. Ferrand sur l'histoire du MRAP au stand du CL à la Fête des Peuples.

■ **SOISSONS.** Collège Maurice Wajsfener : c'est le nom d'un garçon de 11 ans qui vivait avec sa famille à Soissons. Il fut déporté et gazé à Auschwitz ainsi que ses parents, comme des milliers d'autres victimes. Charles Palant a représenté le MRAP national à la cérémonie officielle ainsi que d'autres personnalités. Prévue depuis quatre ans, la démarche a pris une résonance particulière après Carpentras. Emouvant témoignage de Mme Salvage, boulangère aujourd'hui très âgée, qui a nourri Maurice en l'absence de ses parents qui l'avaient précédé sur le chemin de la solution finale nazie.

■ **VILLEURBANNE.** Le CL participe avec d'autres associations à l'animation autour de l'exposition "Le monde d'Anne Franck" (26 avril au 6 mai à Lyon).

## LEITMOTIV : Y'EN A MARRE !

Souvenez-vous : c'était en 1988. Anne Tristan s'était infiltrée durant six mois au Front national. Elle en est revenue avec un livre-reportage (1) toujours d'actualité. Pour Différences,

**U**n jour, j'ai frappé à la porte d'une section du Front national. J'ai dit : "Je voudrais adhérer". Et l'on m'a répondu avec enthousiasme : "Ah, on vous comprend mademoiselle, y'en a marre". Pendant six mois, j'ai entendu le martèlement mille fois répété de ce "y'en a marre", ou encore "la droite, la gauche, c'est pareil; on s'en sortira avec un homme fort, qui mettra de l'ordre", "y'en a marre des étrangers, y'en a marre des autres, y'en a marre de tout...". Ce discours paraît très simple, trop simple, mais il est le lieu d'une grande complexité, parce que devant des gens bloqués sur ce "y'en a marre", vous ne savez pas comment les prendre, quoi leur dire... Il n'y a pas de réponse politique simple à cela.

### RECONQUERIR LA RUE...

Je suis sortie complètement convaincue de ce "voyage" au sein du Front na-

tional de la nécessité d'être dans la rue pour dire à ses partisans notre désaccord fondamental avec l'idéologie de l'exclusion dont est porteur ce parti. Je crois qu'il faut renouer avec la tradition d'aller sur les marchés, pour vendre *Différences* par exemple.

La raison en est simple : pour avoir vu fonctionner les lepénistes, je sais qu'il y a chez eux un effet de groupe par lequel ils sont convaincus qu'ils avancent sans obstacles devant eux. Il faut leur montrer que la contradiction existe et qu'ils ne réussiront jamais ni à nous faire taire ni à nous terroriser.

### LA REFERENCE A HITLER

Pendant deux mois, je n'ai fréquenté que la section du FN, donc des adhérents, des militants. Je me disais : "ce n'est pas grave, ils ne sont que dix personnes, tous des hommes, entre 45 et 60 ans, il n'y a pas lieu de s'affoler". Et puis après, je suis allée aux fêtes qu'ils organisaient sur les quartiers. A ces fêtes venaient les sympathisants, des gens a priori différents des militants. Mais au bout du compte, c'est avec des sympathisants qu'un jour, en voiture, on a fait une embardée volontaire d'une telle violence qu'on a failli tuer un Maghrébin. Pour moi, la différence entre les uns et les autres n'existe pas.

Il y a eu ce passage du noyau militant à ces fêtes qui rassemblaient 300 à 400

personnes, sans affichage, et puis est intervenue la préparation de la manifestation de soutien à Le Pen qui devait venir à Marseille. Les militants du Front s'inquiétaient qu'il n'y ait pas de monde, ils disaient : "Les Français sont avec nous, mais ils ont peur de l'exprimer publiquement". En fait, le jour de la manifestation, il y avait deux fois plus de monde que prévu, 5 000 personnes. En face, rien de puissant, juste des manifestations spontanées de Beurs qui habitent le ghetto "Belzunce". Au milieu d'eux, probablement des militants du MRAP, de SOS Racisme. Résultat : le soir de la manif, la plupart des gens du FN disaient : "C'est super, personne n'est contre nous, sauf les Arabes" et en conclusion : "C'est bien de les mettre dehors".

L'effet de victoire leur donnait un sentiment de puissance qui s'est traduit par un mouvement d'adhésions, léger mais réel. Et puis, et j'ai longtemps hésité à faire un lien de cause à effet, mais c'est après cette manif que s'est révélé à moi ce que je peux appeler "l'étendue" du programme du FN, c'est-à-dire des propos antisémites de plus en plus fréquents, la référence au régime d'Hitler de plus en plus appuyée.

(1) Cf encadré "La stratégie des élections", p. 21.

## DIFFERENCES EN LIBRAIRIE

Les numéros spéciaux de Différences sont désormais en vente dans les librairies suivantes (d'autres librairies sollicitées n'ont pas au moment où nous mettons sous presse donné leur confirmation :

- 1er arrondissement  
Flammarion 4  
Centre Georges Pompidou  
Librairie Sciences humaines (2ème étage)
- 4ème arrondissement  
Librairie Epigramme  
26 rue St Antoine
- 11ème arrondissement  
Librairie Presse  
101 rue Oberkampf
- 13ème arrondissement  
Flammarion 4  
Palais des Congrès  
Porte Maillot
- 19ème arrondissement  
Cité des sciences et de l'industrie  
de la Villette  
55 Bld Mac Donald
- Et en région parisienne  
Melun  
La porte ouverte  
1 rue St-Jacques  
77000 Melun

## CITOYENS, CITOYENNES, DEBOUT !

Dans une copie de la lettre de Bernard Jayol (maire de Riorges et conseiller général de la Loire) adressée à tous les parlementaires, l'auteur répond à une sollicitation du maire de Montfermeil l'invitant à adhérer à son association "France Debout", chargée comme on sait de faire la chasse aux gosses d'immigrés. B. Jayol répond notamment ceci : "Elus au suffrage universel, nous avons des responsabilités d'éclaireur et de fédérateur : il faut avoir le courage d'affirmer publiquement que l'utilisation de la peur, de l'intolérance, de l'exclusion, de la haine, du nationalisme conduisent systématiquement au désastre et à la ruine ; [...] "citoyens, citoyennes, debout" est la plus belle et la plus invulnérable des associations, celle qui a fait la révolution française, celle qui a rédigé la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, celle qui a fait la Résistance, celle qui même dans les camps de la mort, partageait le peu de nourriture et organisait la lutte contre les bourreaux, celle qui a fondu dans notre communauté française des millions d'immigrés, celle qui en Afrique du Sud, au Chili ou en Chine, se bat quotidiennement pour la démocratie, celle qui a imposé Solidarnosc et renversé le mur de Berlin, celle qui nous assure dignité et liberté."

Un commentaire serait ici superflu. Simplement : bravo et merci, monsieur le Maire.

## NOUVEAU DIPLOME

Un diplôme d'université "Migrations, Echanges et Développement méditerranéens" sera créé en octobre 1990 par l'université Paris 7, le Centre d'Information et d'Etudes sur les Migrations Internationales, l'Institut du Monde Arabe, avec le soutien de la Ligue de l'Enseignement, Interférences culturelles, le SIETAR France.

Ce diplôme, de niveau 3ème cycle, est ouvert en formation continue aux animateurs du milieu associatif et aux professionnels, dont l'expérience sera validée.

Pour tout renseignement, contacter le secrétariat, Anne May, U.F.R. de G.H.S.S., Tour 34/44, 3ème étage, à l'université Paris 7. Tél. : 43 36 25 25 poste 63 55 ou 43 29 77 21.

### LES AMIS DE DIFFERENCES VOUS SALUENT

Une assemblée générale de la Société des Amis de Différences (S.A.D.) s'est réunie le 15 mai dernier. Nouveau président de l'association, Jean Blum (membre du bureau national du MRAP) a animé la soirée avec Albert Lévy (directeur du journal et membre de la présidence) et Chérifa Benabdessadok (secrétaire nationale). Anne Tristan (lire article ci-dessus) a assisté à la rencontre et débattu avec la salle de la montée de l'extrême droite. Un panorama sur la situation financière du journal a été présenté, lequel a donné lieu à une longue discussion. Il en est ressorti la nécessité de mettre en place une politique commerciale, de promotion et de diffusion plus offensive. Cette politique est actuellement amorcée avec notamment :

- l'embauche de Mélina Gazsi, chargée de la promotion
  - le lancement d'une souscription à hauteur de 200 000 francs (somme qui est loin d'être atteinte)
  - la relance de S.A.D. dont l'objet est d'apporter l'aide multiforme de ses membres à l'existence, au développement et à la diffusion de la revue (au 31 mai dernier les dons des amis de Différences avaient atteint la somme de 42 445 francs)
  - la mise en dépôt du trimestriel dans vingt librairies parisiennes (voir encadré)
  - une plus grande prospection en termes d'échanges publicitaires. Les personnes présentes ont également exprimé les souhaits suivants :
  - voir reprendre et se développer la vente militante
  - envoyer des articles parus aux bibliothèques et aux journalistes
  - s'adresser aux Conseils généraux pour solliciter un soutien financier ou une aide à la diffusion
  - mettre en place un réseau de diffusion auprès des professions liées au travail social
  - envisager d'élaborer un matériel de promotion
- Le nouveau bureau de S.A.D. est composé de : Jean Blum (président), Henri Béguin (secrétaire), Fernande Vilaeys (trésorière) et de Michèle Pétillet, Henri Citrinot, Marina Da Silva, André Bitton Ramsa Guerra, Albert Lévy, Mélina Gazsi, Michel Garcia, Chérifa Benabdessadok. Il se réunira la veille du prochain Bureau national, probablement en août.